

RCS : EVRY
Code greffe : 7801

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de EVRY atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 2000 B 00045
Numéro SIREN : 428 796 858
Nom ou dénomination : IVALUA

Ce dépôt a été enregistré le 14/10/2020 sous le numéro de dépôt 14748

GROUPE SR CONSEIL PARIS

ERNST & YOUNG Audit

Ivalua

Exercice clos le 31 décembre 2019

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

GROUPE SR CONSEIL PARIS
91, rue Saint-Lazare
75009 Paris
S.A.S. au capital de € 30 000
789 994 514 R.C.S. Paris

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Paris

ERNST & YOUNG Audit
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Ivalua

Exercice clos le 31 décembre 2019

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Associés de la société Ivalua,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision collective des associés et par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Ivalua relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le président le 10 septembre 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Changement de méthode » de l'annexe des comptes consolidés qui présente le changement de méthode relatif au traitement de certaines charges d'exploitation et des immobilisations corporelles.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du président arrêté le 10 septembre 2020. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication aux associés appelés à statuer sur les comptes.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris et Paris-La Défense, le 14 septembre 2020

Les Commissaires aux Comptes

GROUPE SR CONSEIL PARIS



Grégoire Proust

ERNST & YOUNG Audit



Jean-Christophe Pernet

BILAN CONSOLIDÉ*(montants en milliers d'euros)*

ACTIF	Notes			31/12/19	31/12/18
		Brut	Amort. & Dép.	Net	Net
Ecart d'acquisition	1	1 653	-	1 653	1 624
Immobilisations incorporelles	2	1 098	(581)	517	1 003
Immobilisations corporelles	3	3 954	(1 981)	1 974	2 637
Immobilisations financières	4	1 386	-	1 386	597
ACTIF IMMOBILISE		8 091	(2 561)	5 529	5 862
Stocks et encours		-	-	-	-
Créances clients et comptes rattachés	5	28 830	(1 767)	27 064	18 021
Autres créances et comptes de régularisation	6	15 143	-	15 143	8 533
Impôts différés actifs	7	1 486	-	1 486	1 400
Valeurs mobilières de placement		58 036	-	58 036	-
Disponibilités		16 793	-	16 793	31 405
ACTIF CIRCULANT		120 289	(1 767)	118 522	59 358
TOTAL DE L'ACTIF		128 380	(4 328)	124 052	65 220

PASSIF	Notes	31/12/19	31/12/18
Capital social	8	107	100
Primes d'émission		79 218	25 797
Réserves consolidées		6 524	6 002
Réserves de conversion		(26)	22
Résultat consolidé		(7 615)	(870)
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		78 208	31 052
Intérêts des minoritaires		-	-
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		78 208	31 052
AUTRES FONDS PROPRES		-	-
PROVISIONS	9	2 970	1 855
Emprunts et dettes financières	10	238	350
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11	7 088	5 970
Impôts différés passifs		15	-
Autres dettes et comptes de régularisation	11	35 532	25 992
DETTES		42 873	32 313
TOTAL DU PASSIF		124 052	65 220

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ*(montants en milliers d'euros)*

	Notes	2019 (12 mois)	2018 (12 mois)
Chiffre d'affaires	12	83 911	62 950
Autres produits d'exploitation	13	614	9
PRODUITS D'EXPLOITATION		84 525	62 959
Autres achats et charges externes	14	(37 161)	(27 419)
Impôts et taxes		(1 335)	(655)
Charges de personnel	15	(53 341)	(35 911)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions - Net	16	(2 182)	(1 758)
Autres charges d'exploitation		(96)	(912)
CHARGES D'EXPLOITATION		(94 115)	(66 655)
RESULTAT D'EXPLOITATION		(9 591)	(3 696)
Charges et produits financiers	17	1 129	1 394
RESULTAT COURANT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		(8 462)	(2 301)
Charges et produits exceptionnels	18	411	16
Impôts sur les résultats	19	436	1 415
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		(7 615)	(870)
Résultat net - Part des Intérêts minoritaires		-	-
RESULTAT NET - PART DU GROUPE		(7 615)	(870)
Résultat par action (en euros)	20	(0,07)	(0,09)
Résultat dilué par action (en euros)	20	(0,07)	(0,09)

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES*(montants en milliers d'euros)*

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat consolidé	Ecart de conversion	Total Part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total Capitaux propres
31/12/2017	100	25 749	4 811	1 192	163	32 015	-	32 015
Exercice BSPCE	0	48	-	-	-	48	-	48
Affectation du résultat N-1	-	-	1 192	(1 192)	-	-	-	-
Variation des écarts de conversion	-	-	-	-	(141)	(141)	-	(141)
Résultat de la période	-	-	-	(870)	-	(870)	-	(870)
31/12/2018	100	25 797	6 002	(870)	22	31 052	-	31 052
Affectation du résultat N-1	-	-	(870)	870	-	-	-	-
Augmentation de capital	7	53 421	-	-	-	53 428	-	53 428
Variation de périmètre	-	-	1 392	-	-	1 392	-	1 392
Variation des écarts de conversion	-	-	-	-	(49)	(49)	-	(49)
Résultat de la période	-	-	-	(7 615)	-	(7 615)	-	(7 615)
31/12/2019	107	79 218	6 524	(7 615)	(26)	78 208	-	78 208

Les variations de périmètres correspondent à des corrections sur exercices antérieurs du fait de changement de méthode comptables expliqués au 3.1 « référentiel comptable ».

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ*(montants en milliers d'euros)*

	2019 (12 mois)	2018 (12 mois)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS A L'ACTIVITE		
Résultat net des sociétés intégrées	(7 615)	(870)
<i>Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité</i>		
Amortissements et provisions (nets)	2 054	1 182
Variation des impôts différés	79	(636)
(Plus) / moins values de cession	2	(2)
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	(5 479)	(327)
Variation des créances d'exploitation	(14 958)	(7 490)
Variation des dettes d'exploitation	12 243	12 461
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(2 715)	4 970
Flux net de trésorerie liés à l'activité	(8 195)	4 643
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(1 950)	(1 928)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	(4 374)	11
Variation des immobilisations financières	4 376	-
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(1 948)	(1 918)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation de capital en numéraire	53 428	46
Remboursements d'emprunts	(176)	(1 093)
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement	53 252	(1 047)
Incidences des variations de taux de change	316	127
VARIATION DE TRÉSORERIE	43 425	1 806
Trésorerie à l'ouverture	31 405	29 599
Trésorerie à la clôture	74 829	31 405
Décomposition de la trésorerie nette		
Valeurs mobilières de placement	58 036	-
Disponibilités	16 793	31 405
Trésorerie nette	74 829	31 405

ANNEXE DES COMPTES CONSOLIDES

Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire.

1. NATURE DE L'ACTIVITE ET EVENEMENTS SIGNIFICATIFS

1.1. INFORMATION RELATIVE A LA SOCIETE ET A SON ACTIVITE

Ivalua (« la Société ») est une société par actions simplifiée, de droit français, mère du groupe Ivalua (« le Groupe »). Elle est enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés d'Evry sous le numéro 428 796 858.

Le Groupe est un éditeur de logiciels, spécialisé dans la gestion des achats.

1.2. EVÈNEMENTS MARQUANTS DE LA PÉRIODE

Au cours de cet exercice, la société a poursuivi son développement en procédant à des créations de filiales en Allemagne, en Suède, au Royaume-Uni et en Australie.

La société a levé 60 000 017 USD, soit environ 53 485 484.87€, en avril 2019, auprès de ses actionnaires actuels et de Tiger Global, actionnaire entrant.

A cette occasion, 6 869 156 actions de préférence de catégorie D, d'un nominal de 0.1 centime ont été émises. A chacune de ces actions est attachée un Bon de souscription d'Action « BSA ratchet 04-2019 ».

Le président a attribué définitivement le 22 février 2019, 44 000 actions ordinaires, gratuites, aux salariés. Il en résulte une augmentation de capital de 440€. Ce montant a été prélevé sur les autres réserves. Ces actions ne pourront pas être cédées avant une période de deux ans.

1.3. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA PERIODE

De nouvelles créations de filiales sont en cours à Dubaï, au Brésil et en Italie afin de poursuivre le développement du Groupe.

Conformément aux dispositions de l'article L833-2 du Plan Comptable Général, les comptes consolidés du Groupe au 31/12/2019 ont été arrêtés sans aucun ajustement lié à l'épidémie du Coronavirus. Cette crise n'a eu qu'un impact léger sur l'activité du Groupe et ne remet pas en cause la continuité de l'activité à la date d'arrêt des comptes. Nos salariés ont été mis en télétravail à compter du début du confinement et il n'y a pas eu recours aux aides gouvernementales. L'incertitude inhérente à une crise de cette ampleur ne nous permet pas à ce stade de prévoir avec précision l'impact sur sa performance future.

2. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Au 31 décembre 2019, le périmètre de consolidation se présente comme suit :

Nom de la société	Méthode de consolidation	% d'intérêts	% de contrôle	Pays d'activité	Siège social
Ivalua SAS	Société mère	-	-	France	SIREN : 428 796 858 69 rue de Paris – 91400 Orsay
Ivalua Inc.	Intégration globale	100 %	100 %	Etats-Unis	805 Veterans Boulevard - Redwood City CA 94063
Ivalua Canada Inc.	Intégration globale	100 %	100 %	Canada	8500 Decarie Boulevard, Suite 645 Mont Royal, QC H4P 2N2
Ivalua Pte Ltd Singapour.	Intégration globale	100 %	100 %	Singapour	12 Marina Boulevard, MBFC T3 #17-01, Singapour, 018982
Ivalua India	Intégration globale	100 %	100 %	Inde	Monarch Enclave, 5e étage, En face de Modibaug, Model Colony, Shivajinagar, Pune, Maharashtra 411016
Ivalua Gmbh	Intégration globale	100 %	100 %	Allemagne	c/o ALB Friedl GmbH – Steuerberatungsgesellschaft – Wilhelm – Hale – Str 50 – 80639 MUNCHEN - Germany
Ivalua UK	Intégration globale	100 %	100 %	Royaume-Uni	25 Moorgate - London – EC2R 6AY - UK
Ivalua Australie Pty ldt	Intégration globale	100 %	100 %	Australie	Suite 1, level 2009-227, Sydney NSW 2000, Australie
Ivalua Suède	Intégration globale	100 %	100 %	Suède	c/o Hummelklappen Villagatan 19 – 114 32 STOCKHOLM - Sweden

Le périmètre a évolué comme suit par rapport au 31 décembre 2018 :

- Entrée dans le périmètre de la filiale Ivalua Gmbh.
- Entrée dans le périmètre de la filiale Ivalua UK
- Entrée dans le périmètre de la filiale Ivalua Australie
- Entrée dans le périmètre de la filiale Ivalua Suède

3. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

3.1. RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés sont établis selon les principes comptables et les règles d'évaluation fixés par la loi et le Code de commerce, en conformité avec le Règlement

CRC n°99-02 relatif aux comptes consolidés des entreprises industrielles et commerciales.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Toutes les méthodes préférentielles, lorsqu'elles sont applicables, ont été retenues par le Groupe.

Changement de méthode

Les commissions sur contrats attribuées aux salariés sont désormais étalées sur la durée de vie moyenne d'un contrat, soit 5 ans.

Cette durée moyenne a été estimée à partir d'une étude menée en interne et qui se base sur 4 facteurs essentiels :

- L'historique des renouvellements de contrats (98%).
- Le secteur des high tech dans lequel opère la société : la durée de contrats n'est pas longue pour les petites structures mais la complexité de la tech fait que les frais de changement sont importants, la durée de contrat est de ce fait rallongée.
- La durée de vie de la technologie de la société (5 ans).
- Benchmark auprès de 6 sociétés dont les produits sont comparables au produit de la société (5 ans).

Auparavant, ces commissions étaient comptabilisées immédiatement en charges, sans étalement.

Cela constitue un changement de méthode comptable. Celui-ci a pour but d'améliorer la pertinence de l'information financière.

Ce changement de méthode comptable est rétroactif, pour tous les contrats en cours, signés en 2019 ou sur les exercices précédents.

Un montant de 1 962K€ net de l'amortissement de commissions inhérentes à 2017 (l'impact relatif à 2015 et 2016 est considéré comme non significatif) a été constaté en augmentation du report à nouveau. Il s'agit de commissions constatées en intégralité en charges sur 2017 lors de la signature des contrats, pour lesquelles cette nouvelle méthode comptable nous conduit à rehausser le bénéfice de l'exercice de 2017 d'un montant de 1 962K€, par augmentation du report à nouveau.

Au titre de 2018, ce montant est de 483K€.

Ce changement aurait conduit à un total des autres créances en 2018 de 14 194K€ comparé à 15 143K€ en 2019.

Les immobilisations corporelles sont désormais capitalisées uniquement lorsqu'elles dépassent un certain seuil d'avantages en ligne avec l'utilisation qui en est faite au sein de l'entreprise.

Cela constitue un changement de méthode comptable. Celui-ci a pour but d'améliorer la pertinence de l'information financière.

Ce changement de méthode comptable est rétroactif, pour l'ensemble des immobilisations corporelles, activées en 2019 ou sur les exercices précédents. L'impact relatif sur les exercices antérieurs à 2017 n'est pas considéré comme étant significatif.

Un montant de 726K€ a été constaté en diminution du report à nouveau au titre de 2017 et 414K€ au titre de 2018.

Ce changement de méthode aurait conduit à un total des immobilisations corporelles de 1 926K€ en 2018 contre 1 974K€ en 2019.

Impact des changements de méthode sur les capitaux propres à l'ouverture de l'exercice :

Commissions 2017 : 1 962K€ de charges en moins sur 2017.

Commissions 2018 : 483K€ de charges en moins sur 2018.

Immobilisations 2017 : 726K€ de charges en plus sur 2017.

Immobilisations 2018 : 414K€ de charges en plus sur 2018.

Impact net sur les capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2019 : + 1 304K€

Changements d'estimations comptables de l'exercice

Le traitement des charges de sous-traitance de nos contrats long terme a fait l'objet d'un changement d'estimation.

Désormais les charges liées à chaque sous-traitant sont calculées par rapport à l'avancement du travail confié à chaque sous-traitant et non plus par rapport à l'avancement global du projet.

Il en résulte une charge complémentaire exceptionnelle de 1 100K€ sur 2019 au titre des contrats en cours à fin 2018.

Par changement d'estimation, la date de début d'amortissement des immobilisations est désormais déterminée ainsi :

- Immobilisation acquise entre le 1er et le 15 du mois : amortie à partir du 1er jour du mois
- Immobilisation acquise entre le 16 et la fin du mois : amortie à partir du 1er jour du mois suivant

Cette méthode comptable est appliquée depuis le 1er janvier 2019. Il n'y a pas d'effet rétroactif.

Un changement d'estimation concernant la provision pour indemnité de départ en retraite a été effectué en 2019.

Un rapport portant sur la provision pour indemnités de départ en retraite, reçu postérieurement à la clôture des comptes 2018 nous a conduit à comptabiliser en charges de l'exercice un complément de provision pour indemnité de départ en retraite d'un montant de 256K€ au titre de 2018.

La provision pour indemnités de départ en retraite au titre de 2019 est de 522K€.

Ces sommes ne sont pas déductibles fiscalement

Corrections d'erreurs

Un montant de 1 424K€ a été comptabilisé en 2019 en produits exceptionnels. Cette somme correspond à une correction d'erreur dans le chiffre d'affaires 2018 relatifs notamment à la non prise en compte de l'étalement linéaire sur certains contrats de SAAS.

Pour Directworks, les concessions ont fait l'objet d'une correction d'erreur correspondant au non-amortissement

des coûts de développement à durée limitée depuis l'acquisition de cet actif en 2017, amortissable sur 5 ans.

Une évaluation de Directworks a été conduite en 2019. Celle-ci valorise les coûts de développement à un montant de 470K€. Son coût historique est de 884K€. Il en résulte les corrections suivantes :

- 206K€ de dotations aux amortissements au titre de 2018 comptabilisées en charges exceptionnelles.
- 31K€ de dépréciation comptabilisée en charges exceptionnelles.
- 177K€ d'amortissement au titre de 2019 comptabilisés en charges d'exploitation.

La perte de valeur est de 414K€.

3.2. COMPARABILITÉ DES COMPTES

La société a l'obligation d'établir des comptes consolidés pour la première fois à compter de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation de ces comptes consolidés sont décrites ci-

après. Ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

L'exercice clos au 31 décembre 2019 à une durée de 12 mois, comme celui de l'exercice précédent.

3.3. MODALITÉS DE CONSOLIDATION

3.3.1. Méthodes de consolidation

Toutes les filiales du Groupe sont contrôlées et sont consolidées suivant la méthode de l'intégration globale.

Les opérations et les soldes intragroupe sont éliminés.

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base de leurs comptes annuels clos au 31 décembre 2019, retraités, le cas échéant, pour se conformer aux principes comptables retenus par le Groupe.

3.3.2. Conversion des états financiers et des transactions libellées en monnaie étrangère

Les comptes des filiales étrangères exprimés en devise locale sont convertis en euros selon la méthode du cours de clôture :

- les actifs et les passifs sont convertis au taux clôture ;
- le compte de résultat est converti au taux moyen de la période ;
- les écarts de conversion résultant de l'application de ces différents taux sont inscrits directement dans les capitaux propres.

Les opérations libellées en devises sont converties en euros au taux du jour de la transaction. Les dettes et créances libellées en devises sont converties en euros au taux en vigueur à la date de clôture. Les différences de change dégagées à cette occasion sont comptabilisées en compte de résultat :

- les différences de change sur opérations commerciales sont comptabilisées dans le résultat d'exploitation ;

- les différences de change sur opérations financières sont comptabilisées dans le résultat financier.

3.3.3. Utilisation de jugements et d'estimations

Dans le cadre de l'élaboration de ces comptes consolidés, les principaux jugements effectués par la Direction ainsi

que les principales estimations faites ont porté sur l'évaluation :

- des actifs incorporels ;
- des impôts différés ;
- des dépréciations et provisions ;
- du Crédit d'Impôt Recherche.

3.4. MÉTHODES ET RÈGLES D'ÉVALUATION

3.4.1. Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition correspondent :

- aux fonds de commerce comptabilisés dans les comptes sociaux et reclassés en écart d'acquisition dans les comptes consolidés ;
- à l'écart calculé entre le coût d'achat de participations ou de branches d'activité acquises et l'actif net correspondant. Cet écart est prioritairement affecté aux actifs et passifs identifiés de l'entreprise ou de la branche d'activité acquise de telle sorte que leur contribution au bilan consolidé soit représentative de leur juste valeur. L'écart résiduel est inscrit en écart d'acquisition et affecté à chaque Unité Génératrice de Trésorerie susceptible de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprise.

Les écarts d'acquisition sont considérés comme ayant une durée de vie non finie et ne sont donc pas amortis.

Conformément au règlement 99-02 du CRC, le Groupe procède à des tests d'évaluation de ses écarts d'acquisition. Ces tests sont réalisés au moins une fois par an lors de la clôture des comptes et lors de la survenance d'indicateurs internes ou externes remettant en cause leur valeur nette comptable. Un amortissement exceptionnel est constaté, le cas échéant, afin de ramener ces derniers à leur juste valeur.

3.4.2. Immobilisations incorporelles

Les frais de développement de la société sont activés pour une partie dans Directworks.

Les immobilisations incorporelles correspondent essentiellement à :

- des logiciels acquis comptabilisés à leur coût d'acquisition et amortis sur une durée de 1 à 3 ans ;

- des brevets et marques.

3.4.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition.

Le Groupe applique la méthode préférentielle en inscrivant à l'actif de son bilan les biens exploités au travers des contrats de crédit-bail et assimilés. Ces contrats de location sont qualifiés de location-financement et font l'objet d'un retraitement dans les comptes consolidés lorsqu'ils ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens.

La valeur vénale du bien à la date de la signature du contrat est comptabilisée en immobilisations corporelles et un amortissement est constaté sur la durée de vie du bien. La dette correspondante est inscrite au passif avec enregistrement des intérêts financiers y afférents et le loyer de la redevance de crédit-bail est annulé au compte de résultat.

A la différence des contrats de location-financement, les contrats de location simple sont constatés au compte de résultat sous forme de loyers dans le poste « autres achats et charges externes ».

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé selon le mode linéaire à compter de leur mise en service sur la durée d'utilisation probable des différentes catégories d'immobilisations.

A ce titre, les durées suivantes sont retenues :

- Matériel informatique et de bureau : 3 à 5 ans.
- Agencements et mobilier : 5 à 10 ans.

Les actifs corporels immobilisés font l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de l'exercice, leur valeur actuelle apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

Il n'existe pas de biens susceptibles de donner lieu à une approche par composant.

3.4.4. Immobilisations financières

Les autres immobilisations financières sont représentatives de dépôts de garantie comptabilisés à leur valeur nominale. Une dépréciation est comptabilisée dès qu'apparaît une perte probable.

3.4.5. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. La société évalue périodiquement le risque de crédit et la situation financière de ses clients et une dépréciation est comptabilisée au cas par cas lorsque la valeur d'inventaire devient inférieure à la valeur comptable.

3.4.6. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières figurent au bilan pour leur coût d'acquisition. Elles font, lorsque nécessaire, l'objet d'une dépréciation calculée pour chaque ligne de titres d'une même nature, afin de ramener leur valeur au cours de bourse moyen du dernier mois ou à leur valeur de négociation probable pour les titres non cotés. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

3.4.7. Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu dans le compte de résultat de l'exercice, net de rabais, remises, ristourne, s'il est certain à la fois dans son principe et son montant et s'il est acquis au cours de l'exercice.

La reconnaissance du chiffre d'affaires dépend de la nature des ventes réalisées par le Groupe, qui distingue :

- *Offre software* :
 - Vente sous forme d'abonnement (Cloud/SaaS) : chiffre d'affaires reconnu linéairement sur la durée de l'abonnement ;
 - Le chiffre d'affaires généré par la maintenance et support logiciels est étalé sur la période couverte.
- *Prestations de services* : le Groupe reconnaît le chiffre d'affaires (installation, conseil sur site, personnalisation etc.) à l'avancement.

3.4.8. Prise en compte des produits à la clôture de l'exercice

Les produits facturés avant que les prestations les justifiant aient été effectuées sont inscrits en produits constatés d'avance.

Les prestations effectuées n'ayant pas fait l'objet d'une facturation à la date de clôture sont comptabilisées en produits d'exploitation par l'intermédiaire du compte « Clients - factures à établir ».

3.4.9. Disponibilités

La rubrique « Disponibilités » comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue et les découverts bancaires. Les découverts bancaires figurent au bilan, dans les « Emprunts et dettes financières » mais ils sont inclus dans le total de la trésorerie présentée dans le tableau de flux de trésorerie.

3.4.10. Provisions

Des provisions sont constatées pour couvrir des risques et charges, nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus rendent probables, et qui ont pu être estimés de manière fiable.

3.4.11. Engagements de retraite et avantages similaires

Le Groupe a adopté la méthode 1 de la Recommandation ANC n° 2013-02 pour l'évaluation et la comptabilisation de ses engagements de retraites et avantages similaires.

Le seul engagement de retraite à prestations définies du Groupe est constitué par les indemnités de fin de carrières légales et conventionnelles (IFC) du personnel des entités françaises. Le coût actuariel des engagements est pris en charge chaque année pendant la durée de vie active des salariés et il est comptabilisé en résultat d'exploitation en « Dotations aux amortissements et provisions ». L'incidence des variations d'hypothèses est constatée immédiatement en compte de résultat.

Les autres plans de retraite supportés par le Groupe sont des plans à cotisations définies pour lesquels l'engagement de l'employeur se limite au versement des cotisations prévues.

3.4.12. Impôts différés

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporaires existant entre la base fiscale des actifs et passifs et leur

valeur comptable dans les comptes consolidés, ainsi que pour les reports déficitaires.

L'impôt différé est calculé en tenant compte du taux de l'impôt qui a été voté à la date de clôture et dont il est prévu qu'il s'applique lorsque l'actif d'impôt différé concerné sera réalisé ou le passif d'impôt différé réglé.

Un impôt différé actif est constaté dès lors que les perspectives de recouvrement de cet actif sont probables.

3.4.13. Crédit impôt recherche

Les frais de développement étant comptabilisés dans les charges de l'exercice, le crédit impôt recherche figurant dans le poste « Impôts sur les sociétés » est maintenu dans ce poste dans les comptes consolidés.

3.4.14. Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle du Groupe.

3.4.15. Résultat par action

Le résultat net consolidé par action est obtenu en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Lorsque le résultat net de base par action est négatif, le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action

3.4.16. Information sectorielle

Pour les besoins de l'information sectorielle, un secteur d'activité ou une zone géographique est défini comme un ensemble homogène de produits, services, métiers ou pays qui est individualisé au sein de l'entreprise, de ses filiales ou de ses divisions opérationnelles.

La segmentation adoptée pour l'analyse sectorielle est issue de celle qui prévaut en matière d'organisation interne du Groupe. Les secteurs d'activités ou les zones géographiques représentant moins de 10 % du total consolidé ont été regroupés.

3.4.17. BSPCE, BSA et actions gratuites

Conformément aux principes comptables français, lors de l'attribution de BSPCE, BSA et d'actions gratuites, aucune charge de rémunération n'est constatée au titre de l'avantage accordé aux bénéficiaires des plans. L'augmentation de capital est constatée pour le prix d'exercice lors de l'exercice du bon ou de la levée de l'option par le bénéficiaire.

4. NOTES RELATIVES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT**NOTE 1 : ECARTS D'ACQUISITION**

	31/12/2018	Augmentations	Diminutions	Reclassement et autres variations	Ecarts de conversion	31/12/2019
Ecarts d'acquisition bruts	1 624	-	-	(2)	30	1 653
Dépréciations	-	-	-	-	-	-
TOTAL Net	1 624	-	-	(2)	30	1 653

Concernant Directworks, une évaluation a été réalisée sur l'année n'indiquant pas de perte de valeur.

NOTE 2 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	31/12/2018	Augmentations	Diminutions	Reclassements	Variation des cours de change	31/12/2019
Immobilisations incorporelles						
Concessions et droits similaires	1 216	14	-	(134)	2	1 098
Total immobilisations incorporelles brut	1 216	14	-	(134)	2	1 098
Amortissements et dépréciations						
Concessions et droits similaires	(213)	(450)	-	83	(1)	(581)
Total amortissements et dépréciations	(213)	(450)	-	83	(1)	(581)
TOTAL immobilisations incorporelles nettes	1 003	(436)	-	(51)	1	517

NOTE 3 : IMMOBILISATION CORPORELLES

	31/12/2018	Augmentations	Diminutions	Reclassements	Variation des cours de change	31/12/2019
Immobilisations corporelles						
Agencements généraux et mobiliers	1 227	343	-	(500)	16	1 086
Matériel de bureau et informatique	3 463	850	(37)	(1 827)	33	2 482
<i>dont matériel acquis en location-financement</i>	553	-	-	(551)	4	6
Matériel de transport	429	71	-	(115)	1	386
<i>dont matériel acquis en location-financement</i>	372	71	-	(115)	0	328
Total immobilisations corporelles brut	5 118	1 264	(37)	(2 441)	50	3 954
Amortissements et dépréciations						
Agencements généraux et mobiliers	(517)	(216)	-	137	(4)	(600)
Matériel de bureau et informatique	(1 702)	(546)	-	1 094	(10)	(1 165)
<i>dont matériel acquis en location-financement</i>	(550)	-	-	544	-	(6)
Matériel de transport	(262)	(65)	-	111	(1)	(216)
<i>dont matériel acquis en location-financement</i>	(205)	(64)	-	111	-	(158)
Total amortissements et dépréciations	(2 481)	(826)	-	1 342	(15)	(1 981)
TOTAL immobilisations corporelles nettes	2 637	438	(37)	(1 099)	35	1 974

NOTE 4 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES

	31/12/2018	Augmentations	Diminutions	Reclassements	Variation des cours de change	31/12/2019
Immobilisations financières						
Prêts, dépôts et cautionnements	597	775	-	-	15	1 386
Total immobilisations financières brut	597	775	-	-	15	1 386
Dépréciations						
Prêts, dépôts et cautionnements	-	-	-	-	-	-
TOTAL amortissements et dépréciations	-	-	-	-	-	-
TOTAL immobilisations financières nettes	597	775	-	-	15	1 386

NOTE 5 : CREANCES ET COMPTES RATTACHES

Les créances et comptes rattachés se décomposent comme suit :

	31/12/2018	31/12/2019
Clients	15 531	20 619
Factures à établir	3 239	8 211
TOTAL Créances et comptes rattachés brut	18 770	28 830
Dépréciations	(749)	(1 767)
TOTAL Créances et comptes rattachés nets	18 021	27 064
<i>Taux de dépréciation</i>	4%	6%

NOTE 6 : AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION

Les autres créances et comptes de régularisation se présentent comme suit :

	31/12/2018	31/12/2019
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	499	116
Créances sociales	1 196	5 480
Créances fiscales	2 250	3 295
Débiteurs divers	3	54
Charges constatées d'avance	4 584	6 199
Total des autres créances et comptes de régularisation	8 533	15 143

Les créances fiscales ont une échéance à plus d'un an à hauteur de 2 507K€.

Les charges constatées d'avance ont une échéance à plus d'un an à hauteur de 39K€.

NOTE 7 : IMPOTS DIFFERES

Les impôts différés s'analysent et se décomposent comme suit :

	31/12/2018	Incidence résultat	Variation des cours de change	Reclassement et autres variations	31/12/2019
Impôts différés - Actif	1 400	(64)	24	126	1 486
Impôts différés - Passif	-	(15)	(0)	-	(15)
Solde net Impôts différés	1 400	(79)	24	126	1 471
<i>Ventilation de l'impôt différé par nature :</i>					
Déficits reportables	1 355	(130)	29	-	1 254
Décalages fiscaux temporaires	(151)	213	(5)	-	57
Autres retraitements de consolidation	196	(162)	-	126	160
Solde net Impôts différés par nature	1 400	(79)	24	126	1 471

Le montant des déficits fiscaux non activés à la clôture de l'exercice concerne la filiale de Singapour pour un montant de 584 KSGD, soit 386K€ et la filiale des Etats-Unis pour 6 473K\$; soit 5 762K€.

NOTE 8 : CAPITAL SOCIAL**▪ COMPOSITION**

Par consultation écrite des associés du 26 février 2019, les associés ont décidé de diviser la valeur unitaire de chaque action par 10. Ainsi, leur montant nominal passe de 0,01€ à 0,001€.

En conséquence, il a été créé 27 338 175 actions de préférence de catégorie C et 6 869 156 actions de préférence de catégorie D.

Au 31 décembre 2019, le capital social s'élève à 107 436 136 actions de 0,001€ de valeur nominale chacune. Il a évolué comme suit au cours de la période :

	Nombre d'actions
31/12/2018	10 012 698
31/12/2018 après conversion	100 126 980
Augmentation de capital	6 869 156
Attribution d'actions gratuites	440 000
31/12/2019	107 436 136

▪ **CAPITAL POTENTIEL**

L'évolution des instruments dilutifs sur la période peut se synthétiser comme suit :

	BSA	BSA Ratchet	Actions gratuites	Total instruments dilutifs en cours de validité
Nombre existant au 31/12/2018	374 123	-	44 000	418 123
Nombre existant au 31/12/2018 après conversion	3 741 230		440 000	4 181 230
Attribués		6 869 156	3 649 464	10 518 620
Exercés / Acquis			(440 000)	(440 000)
Caducs / annulées	(20 000)		(445 300)	(465 300)
Nombre existant au 31/12/2019	3 721 230	6 869 156	3 204 164	13 794 550

Le président, lors de sa séance du 27 septembre 2016, conformément à la délégation donnée par l'assemblée générale extraordinaire du 20 septembre 2016, a décidé l'attribution de 50 000 actions gratuites au profit des membres du personnel salarié de la Société, donnant chacune droit à la conversion en action d'une valeur unitaire de 0,01 euro. L'attribution des actions à leurs bénéficiaires est définitive au terme de 2 ans soit au 27 septembre 2018 et les bénéficiaires devront les conserver pendant une période de 2 ans à partir de cette date. Au 31 décembre 2018, le nombre d'action gratuites restantes s'élève à 44 000.

L'intégralité de ces actions gratuites ont été définitivement attribuée en 2018.

L'augmentation de capital a été réalisée le 22 février 2019 pour 440€.

De nouvelles attributions d'actions gratuites ont eu lieu sur 2019 donnant droit à une action ordinaire d'une valeur nominale de 0,001€. Le nombre d'instruments attribués s'élevaient à 3 649 464 actions gratuites. A la date d'arrêté des comptes, le nombre d'actions gratuites en cours est de 3 204 164.

Au 31 décembre 2019, le nombre de BSA attribués à des salariés présents à cette date et non exercés est de 372 123 et se reparti ainsi :

- 12 750 BSA ont été émis par le Président lors de la séance du 19 mai 2014 conformément à la délégation donnée par l'assemblée générale extraordinaire du 6 mai 2014. Le prix unitaire a été fixé à 2,2899 euros exerçable à partir du 19 mai 2015 ;
- 45 000 BSA ont été émis par le Président lors de la séance du 21 juin 2016 conformément à la délégation donnée par l'assemblée générale extraordinaire du 7 juin 2016. Le prix unitaire a été fixé à 10,67 euros avec une date d'échéance au 6 juin 2023. ;
- 70 840 BSA ont été émis par le Président en 2017 conformément à la délégation donnée par l'assemblée générale extraordinaire du 16 mai 2017. Le prix unitaire a été fixé à 12,96 euros avec une date d'échéance en 2027. Ces BSA s'acquièrent à hauteur de 25% tous les ans ;
- 245 533 BSA ont été émis par le Président en 2018 conformément à la délégation donnée par l'assemblée générale extraordinaire du 16 mai 2017. Le prix unitaire a été fixé à 12,96 euros avec une date d'échéance en 2028. Ces BSA s'acquièrent à hauteur de 25% après 1 an puis à hauteur de 1/48^{ème} tous les mois successifs.

Suite à la consultation écrite des associés du 26 février 2019 et à la décision de diviser la valeur unitaire de chaque action par 10. Le nombre de BSA est donc de 3 721 230 à la date de l'exercice composé alors de 127 500, 250 000, 708 400 et 2 455 330.

L'ensemble de ces BSA est soumis à la condition que l'attributaire soit toujours présent dans la société.

NOTE 9 : PROVISIONS

Les provisions ont évolué comme suit au cours de la période :

	31/12/2018	Dotations	Reclassement et autres variations	Variation des cours de change	31/12/2019
Provisions pour indemnités de fin de carrière	878	778	-	-	1 656
Autres provisions pour risques et charges	977	-	321	16	1 314
TOTAL Provisions	1 855	778	321	16	2 970

▪ **PROVISIONS POUR INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE**

Les différentes hypothèses retenues sont les suivantes :

	31/12/2019	31/12/2018
Taux d'actualisation (source : Iboxx 10+)	1,09%	1,80%
Age de départ à la retraite	62-65	63-66
Modalités de départs	Départ volontaire	Départ volontaire
Taux d'inflation	2%	2%
Taux de charges sociales	45%	48%
Taux de progression des salaires	Entre 1,80% et 13,30% en fonction de la tranche d'âge	3%
Taux de rotation	Entre 1 et 7% en fonction de la tranche d'âge	Taux moyen de 5% lissé par classe d'âge en fonction d'une courbe décroissante et nul à partir de 60 ans
Tables de mortalité	INSEE tableau mortalité TV/TD 2012-2014	INSEE 2013-2015

▪ **AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES**

Le montant de 1 314K€ correspond à une provision pour complément de prix dans le cadre de l'acquisition de Directworks

NOTE 10 : EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

L'ensemble des dettes financières est contracté en euros.

L'évolution au cours de la période se présente comme suit :

	31/12/2018	Augmentation	Remboursement	Reclassement et autres variations	31/12/2019
Emprunts bancaires	302	71	(128)	(7)	238
dont retraitement opération de loc-financ.	172	71	(68)	(7)	168
Dépôt de garantie et autres dettes financières	48		(48)		-
TOTAL Emprunts et dettes financières	350	71	(176)	(7)	238

L'échéancier des dettes financières au 31 décembre 2019 se présente comme suit :

	31/12/2019	Moins de 1 an	Entre 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts bancaires	238	103	74	61
dont retraitement opération de loc-financ.	108	103	68	-
TOTAL Emprunts et dettes financières	238	103	74	61

Au 31 décembre 2019, l'ensemble des emprunts est à taux fixe.

NOTE 11 : DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES

Au 31 décembre 2019, les dettes se décomposent comme suit :

	31/12/2018	31/12/2019
Fournisseurs et comptes rattachés	5 971	7 088
Dettes sociales	6 284	7 029
Dettes fiscales	1 631	2 241
Avances, acomptes et avoirs clients	394	167
Autres dettes	175	320
Produits constatés d'avance	17 508	25 775
TOTAL Dettes fournisseurs, autres dettes et comptes de régularisation	31 963	42 620

L'ensemble des dettes a une échéance à moins d'un an.

NOTE 12 : CHIFFRE D'AFFAIRES – INFORMATION SECTORIELLE

La société n'exerce son activité sur un seul secteur d'activité, celui de l'édition de logiciels.

La décomposition du chiffre d'affaires par zone géographique s'analyse comme suit :

	2019 (12 mois)		2018 (12 mois)	
	K€	%	K€	%
Union européenne	30 901	37%	22 030	35%
<i>dont France</i>	18 737	22%	16 472	26%
Amérique du Nord	46 729	56%	38 853	62%
Autres pays	6 281	7%	2 067	3%
TOTAL Chiffre d'affaires	83 911	100%	62 950	100%

Le Groupe dispose de filiales dans chaque zone géographique si bien que la monnaie de facturation est celle de la zone concernée : l'euro pour l'Europe, le dollar américain et le dollar canadien pour l'Amérique pour l'essentiel. Le risque de change sur le résultat est ainsi limité dans la mesure où les coûts afférents aux revenus sont également engagés dans la monnaie de la zone géographique. Le risque de change sur les opérations intra-groupe est supporté par les filiales.

NOTE 13 : AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

	2019 (12 mois)	2018 (12 mois)
Gains de change sur dettes et créances réalisés et non réalisés	530	-
Transferts de charges d'exploitation	40	-
Autres produits	44	9
TOTAL Autres produits d'exploitation	614	9

NOTE 14 : AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES

Les autres achats et charges externes se décomposent comme suit :

	2019	2018
	<i>(12 mois)</i>	<i>(12 mois)</i>
Achats d'études	(12 636)	(14 399)
Achats non stockés	(947)	(285)
Locations et charges locatives	(3 493)	(2 216)
Entretiens et réparations	(297)	(190)
Assurances	(212)	(170)
Personnel mis à disposition	(4 100)	-
Honoraires	(3 540)	(2 539)
Publicité et marketing	(5 642)	(3 285)
Frais de déplacement	(3 753)	(2 903)
Frais postaux et de télécommunication	(346)	(215)
Services bancaires	(38)	(76)
Divers	(2 157)	(1 140)
TOTAL Autres achats et charges externes	(37 161)	(27 419)

NOTE 15 : CHARGES DE PERSONNEL

Les charges de personnel ont évolué comme suit :

	2019	2018
	<i>(12 mois)</i>	<i>(12 mois)</i>
Rémunérations	(41 890)	(27 755)
Charges sociales	(11 062)	(7 807)
Autres charges de personnel	(389)	(349)
TOTAL Charges de personnel	(53 341)	(35 911)

NOTE 16 : DOTATIONS ET REPRISES AUX AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS

Les dotations aux amortissements, dépréciations et provisions, nettes des reprises s'analysent comme suit sur la période :

	31/12/2018	Dotations (12 mois)	Reprises (12 mois)	Autres variations	Variation des cours de change	31/12/2019
Dépréciations des clients et comptes rattachés	749	191	(93)	904	16	1 767
Provisions pour indemnité de fin de carrière	878	778	-			1 656
Autres provisions pour risques et charges	977	-	-	321	16	1 314
Sous-Total	2 604	969	(93)	1 225	32	4 737
Dépréciations et amortissements (incorporelles et corporelles)		1 306				
TOTAL Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions - Net		2 274	(93)			
<i>dont exploitation</i>		2 274	(93)			
<i>dont exceptionnel</i>		-	-			

NOTE 17 : RESULTAT FINANCIER

	2019 (12 mois)			2018 (12 mois)		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Charges d'intérêts sur emprunt	-	(16)	(16)	-	(5)	(5)
Résultat de change	3 913	(3 430)	483	2 262	(1 146)	1 116
Autres charges et produits financiers	662	-	662	322	(39)	283
TOTAL Résultat financier	4 575	(3 446)	1 129	2 584	(1 189)	1 394

NOTE 18 : RESULTAT EXCEPTIONNEL

	2019 (12 mois)			2018 (12 mois)		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Cessions d'immobilisations	34	(37)	(2)	2	-	2
Corrections sur exercices antérieurs	1 508	(681)	827	-	-	-
Autre résultat exceptionnel	-	(414)	(414)	18	(4)	14
TOTAL Résultat exceptionnel	1 543	(1 132)	411	20	(4)	16

Les corrections sur exercices antérieurs proviennent principalement d'une correction d'erreur dans le chiffre d'affaires 2018 relatifs notamment à la non prise en compte de l'étalement linéaire sur certains contrats de SAAS.

L'autre résultat exceptionnel pour 414K€ correspond principalement à la dépréciation de Directworks.

NOTE 19 : IMPOT SUR LES SOCIETES

	2019 (12 mois)	2018 (12 mois)
Impôts différés	(79)	636
Impôt exigible	(463)	(162)
Crédit d'impôt	978	941
TOTAL Impôt sur les résultats	436	1 415

Les reports déficitaires non activés courant 2019 concernent les Etats-Unis pour 6 473K\$ soit 5 782K€.

Le rapprochement entre l'impôt théorique et l'impôt comptabilisé (preuve d'impôt) se présente comme suit :

	2019 (12 mois)	2018 (12 mois)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(7 615)	(870)
Charge d'impôt effective	436	1 415
Résultat net des entreprises intégrées avant impôt	(8 051)	(2 284)
Taux d'impôt théorique (de la mère)	28,00%	28,00%
Charge/produit d'impôt théorique	2 254	640
<i>Décalages d'imposition :</i>		
- Crédit d'impôts & impôts forfaitaires	577	806
- Différences permanentes	(353)	12
- Différences de taux d'impôts du Groupe	(425)	19
- Non activation des impôts différés sur pertes reportables	(1 422)	(62)
- Engagement de retraite passé en social	(195)	-
Charge/produit d'impôt effectif	436	1 415
Taux d'impôt effectif	5,42%	61,93%

La non reconnaissance d'impôts différés sur perte reportables en 2019 pour (1 422)K€ correspond aux Etats-Unis.

NOTE 20 : RESULTAT PAR ACTION

	2019	2018
	<i>(12 mois)</i>	<i>(12 mois)</i>
Résultat net (en €)	(7 615)	(870)
Nombre moyen d'actions en circulation	105 583 180	10 005 901
Nombre moyen d'actions diluées	243 528 680	10 424 024
Résultat net par action (en €)	(0,07)	(0,09)
Résultat net dilué par action (en €)	(0,07)	(0,09)

Compte tenu de la perte de l'exercice 2019, le résultat net dilué correspond au résultat net par action, sans prise en compte du nombre potentiel d'actions à émettre.

5. AUTRES INFORMATIONS**NOTE 21 : REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS**

Les rémunérations des dirigeants n'est pas communiquée car elle reviendrait à communiquer le montant des rémunérations individuelles.

NOTE 22 : PARTIES LIEES

A la connaissance de la société, il n'existe pas de transactions avec des parties liées non conclues à des conditions normales de marché.

NOTE 23 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

- **ENGAGEMENTS DONNES**

	31/12/2019	31/12/2018
Engagements financiers		
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	-	-
Avals, cautions et garantis donnés	795	179
Dettes garanties par des sûretés réelles	-	-
Autres engagements		
Engagement de paiements futurs	19 858	3 863
TOTAL Engagements donnés	20 653	4 042

Les engagements de paiements futurs se décomposent comme suit :

	31/12/2019	Moins de 1 an	Entre 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Contrats de locations immobilière simple	19 858	3 857	10 282	5 719
TOTAL engagement de paiements futurs	19 858	3 857	10 282	5 719

▪ **ENGAGEMENTS REÇUS**

Néant.

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autres engagements hors bilan significatifs selon les normes comptables en vigueur ou qui pourraient le devenir dans le futur.

NOTE 24 : EFFECTIF

L'effectif moyen du Groupe s'élève à 657 personnes au titre de l'exercice 2019 contre 322 personnes au titre de l'exercice précédent.

NOTE 25 : HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Les honoraires du commissaire aux comptes s'élèvent à 104K€ au titre de 2019 et 70K€ au titre de 2018.

IVALUA

Société par actions simplifiée au capital de 107.588.636 euros

Siège social : 102, avenue de Paris, 91300 Massy

428 796 858 R.C.S. Evry

RAPPORT DE GESTION DU PRESIDENT INCLUANT LE RAPPORT DE GESTION DU GROUPE

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

CONSULTATION ECRITE DES ASSOCIES DU 24 SEPTEMBRE 2020

Chers associés,

Dans le cadre d'une consultation écrite des associés telle que prévue à l'article 16.2 des statuts de la Société, vous êtes appelés à vous prononcer sur l'ordre du jour suivant :

- rapport de gestion du président et présentation par le président des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019,
- rapports des commissaires aux comptes sur l'exécution de leur mission au cours dudit exercice et sur les conventions visées à l'article L. 227-10 du code de commerce,
- approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019,
- rapport de gestion du groupe et présentation par le président des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2019,
- rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos 31 décembre 2019,
- approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2019,
- quitus au président et au directeur général délégué pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice écoulé,
- affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2019,
- examen des conventions visées à l'article L. 227-10 du code de commerce,
- ratification de la nomination à titre provisoire de deux membres du comité de supervision,
- ratification de la nomination d'un censeur,
- renouvellement des membres du comité de supervision sortants,
- renouvellement d'un censeur.

Dans ce contexte, les documents suivants vous sont adressés :

- le présent rapport ainsi que les rapports du président sur les attributions d'options et d'actions gratuites,

- les rapports des commissaires aux comptes,
- le texte des résolutions soumises à votre approbation, et
- un bulletin de vote.

I – RAPPORT DE GESTION

ACTIVITE DE LA SOCIETE ET DU GROUPE DURANT L'EXERCICE 2019

Au cours de l'exercice écoulé clos le 31 décembre 2019, l'activité de la Société a été la suivante :

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 43.166.045€ contre 30.242.024€ pour l'exercice précédent soit une hausse de plus de 42%.

Le groupe continue son développement en France et à l'international avec la création de nouvelles entités : Ivalua Ltd (UK), Ivalua Sweden AB, Ivalua GmbH (Allemagne), Ivalua Australia Pty Ltd (Australie), et Ivalua do Brasil Tecnologia Ltda (Brésil).

Fait significatif de l'exercice

La Société poursuit ses investissements en renforçant ses équipes notamment R&D, marketing et commerciales. Les investissements ont été notamment orientés sur le développement des activités à l'international.

Les nouvelles forces de ventes sont largement déployées en Allemagne, en Grande Bretagne, dans le Nord de l'Europe ainsi qu'au Moyen Orient.

Les deux filiales historiques Ivalua Inc. et Ivalua Canada Inc. poursuivent leur croissance. Les chiffres d'affaires ont évolué significativement passant de 48.637.125 USD en 2018 à 52 450 059.33 USD en 2019 pour Ivalua Inc., et de 4.954.530 CAD en 2018 à 3.739.127,74 CAD en 2019 pour Ivalua Canada Inc.

Evolution prévisible et perspectives d'avenir de la Société et du groupe

Nous allons continuer notre développement à l'international et continuerons d'investir de façon significative en 2020.

Evènements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Au niveau du groupe

Des filiales sont en cours de création sur 2020 : Ivalua DMCC (Dubai), et à venir Ivalua Srl (Italie).

Au niveau de la Société

La crise sanitaire COVID-19 a légèrement affecté les ventes du 1^{er} semestre. Ivalua a su faire face et s'adapter facilement au télétravail et n'a eu recours à aucune aide gouvernementale proposée.

Cette remarque est valable pour toutes les sociétés du Groupe.

Par ailleurs, le siège social de la Société a été transféré du 69, rue de Paris à Orsay au 102, avenue de Paris à Massy.

Activité en matière de recherche et de développement de la Société et du groupe

Les activités en matière de recherche et de développement se poursuivent conformément à notre roadmap.

Au cours de l'exercice écoulé, notre Société a eu des dépenses de recherche et développement éligibles pour le calcul du CIR, d'un montant de 2.212.333 € hors dépenses de fonctionnement afin d'enrichir en fonctionnalités les logiciels existants.

1. Examen des comptes et résultats de la Société Ivalua SAS

RESULTATS - AFFECTATION

Résultats 2019

Nous allons vous présenter en détail les comptes annuels que nous soumettons à votre approbation et qui ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Les règles et méthodes d'établissement des comptes annuels ont été modifiées comme expliqué dans la plaquette. Ces changements concernent la comptabilisation des commissions désormais étalées sur la durée de vie des contrats, les charges de sous traitance désormais alignées sur l'avancement du projet, l'amortissement des immobilisations désormais simplifiée avec une date de départ soit au 1er du mois en cours soit au 1er du mois suivant. Un rappel des comptes de l'exercice précédent est fourni à titre comparatif.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, le chiffre d'affaires s'est élevé à 43.166.045 € contre 30.242.024 € pour l'exercice précédent soit une hausse de plus de 42 %.

Le montant des traitements et salaires bruts s'élève à 13.323.148 € contre 10.801.840 € lors de l'exercice précédent, soit une progression de plus de 23 %.

Le montant des cotisations sociales et avantages sociaux s'élève à 6.589.185 € contre 5.273.721 €, soit une progression de presque 25 %.

L'effectif moyen 2019 est de 193 personnes (dont 181 cadres et 12 non cadres) contre 166 personnes (dont 154 cadres et 12 non cadres) en 2018 soit une progression de 16 %.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 47.222.131 € contre 31.751.388 € pour l'exercice précédent, soit une variation de presque 49 %.

En conséquence de quoi, le résultat d'exploitation ressort déficitaire pour l'exercice 2019 à 3.915.301 € contre un déficit de 1.278.824 € lors de l'exercice précédent.

Malgré un résultat financier positif de 1.170.497 € contre 1.087.247 € en 2018, le résultat courant avant impôt affiche un déficit de 2.744.804 € contre un déficit de 191.578 € lors de l'exercice précédent.

Après prise en compte du résultat exceptionnel de 709.280 € et d'un produit d'impôt sur les sociétés (lié en majeure partie au Crédit d'Impôt Recherche) de 977.891€, les comptes de l'exercice écoulé se soldent par un résultat déficitaire de 1.057.632 € contre un bénéfice de 764.946€ pour l'exercice 2018.

A noter que le montant du Crédit d'Impôt Recherche sur 2019 s'est élevé à 999.516€, comptabilisé en produit sur l'exercice 2019.

Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2019 s'élevant à 1.057.631,78 € au compte de report à nouveau qui, au résultat de cette affectation, serait ramené à la somme de 5.896.205 €.

Dépenses non déductibles fiscalement.

Nous vous demandons, conformément à l'article 223 quater du code général des impôts, de constater qu'aucune charge ni qu'aucune dépense somptuaire visées à l'article 39-4 du C. G. I. n'a été enregistrée au cours de l'exercice 2019, tandis que le total des amortissements excédentaires (visées à l'article 39-4 du même code) et autres amortissements non déductibles s'est élevé à 37.044€.

DISTRIBUTION DE DIVIDENDE

Conformément à la loi, il est rappelé qu'au titre des trois derniers exercices les distributions de dividendes ont été les suivantes :

	Dividende par action	Somme éligible à l'abattement de 40%
2019	Néant	-
2018	Néant	-
2017	Néant	
2016	0.058€	494 131

ENDETTEMENT

Au 31 décembre 2019, la Société bénéficie d'une trésorerie disponible de 10.645.764€ contre 5.994.406 € en 2018, de valeurs mobilières de placement pour 58.035.900€ contre 17.254.148€ et de capitaux propres positifs de 88.120.189 € contre 34.641.139€ en 2018.

Le poste « dettes » s'élève à la somme de 26.342.245€ constitué de :

- emprunts auprès d'établissements de crédits pour	69.555 €
- dettes fournisseurs et comptes rattachés pour	20.186.433 €
- dettes fiscales et sociales pour	5.541.580 €
- d'autres dettes pour	544.677 €

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 5.655.059 €.

Il est à noter que la part des dettes intragroupes est prépondérante à 82%.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

Vous trouverez dans le tableau ci-dessous des informations relatives à l'activité et aux résultats de nos filiales en Kdevise incluant les transactions Inter-compagnies :

<i>Dénomination</i>	<i>Capital Social</i>	<i>Capitaux Propres</i>	<i>Q.P. Détenue</i>	<i>Chiffre d'affaires</i>	<i>Résultat Net</i>
<i>FILIALE IVALUA INC en KUSD</i>	200	(11 498)	100%	60 424	(7 865)
<i>FILIALE IVALUA CANADA INC en KCAD</i>	100	(661)	100%	3 739	(566)
<i>FILIALE IVALTA EN KINR</i>	100	(1 221)	100% Groupe	92 955	(1 321)
<i>FILIALE IVALUA PTE LTD en KSGD</i>	100	(388)	100%	1 549	96
<i>FILIALE IVALUA AUSTRALIA PTY en KAUD</i>	0.1	0.1	100%	98	0
<i>FILIALE IVALUA SWEDEN AB in KSEK</i>	5	5	100%	0	0
<i>FILIALE IVALUA UK Ltd in GBP</i>	0.1	0.1	100%	2 676	0
<i>FILIALE IVALUA GmbH en K€</i>	25	25	100%	548	0

Il a été estimé qu'aucun titre de participation ni ses créances rattachées à des filiales ne présentaient de risque au 31 décembre 2019. Aucune provision n'est constatée.

INFORMATIONS SUR LES DELAIS DE PAIEMENT

Vous trouverez ci-après les informations établies en application de l'article L. 441-6-1 du code de commerce sur les délais de paiement :

Factures émises :

Article D 441 I-2* Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						
	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranche par retard de paiement						
Nombre de factures concernées	173					171
Montants des factures concernées TTC	15 505 714,02	1 497 804,03	231 613,59	228 471,82	6 521 702,97	8 479 592,41
% du montant total des factures émises dans l'année	33%	3%	0%	0%	14%	18%
(B) Factures exclues de A relatives à des créances litigieuses						
Nombre de factures concernées	1					
Montants des factures concernées TTC	30 636,00					
C Délais de paiements de référence utilisée			Délai contractuel de 0 à 90 jours			

Factures reçues :

Art D 441 I 1 : factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						
(A) Tranche de retard de paiement	0 jours	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
Nb de factures concernées	36,00	209,00	64,00	23,00	151,00	447,00
Montant total des factures concernées TTC	188 973,66	971 275,92	102 091,74	56 452,93	151 387,65	1 281 208,24
% du montant total TTC des factures reçues dans l'année	1,07%	5,48%	0,58%	0,32%	0,85%	7,23%
(B) Factures exclues de A relatives à des dettes litigieuses ou non comptabilisées						
Nb de factures concernées						
Montant total des factures exclues TTC						
C Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal)						
Délais de paiements utilisés	Délais contractuels 0 à 60 jours					

2. Comptes consolidés du Groupe

Périmètre de consolidation

Les sociétés globalement intégrées au 31 décembre 2019 sont Ivalua SAS (France), Ivalua Inc. (USA), Ivalua Canada Inc (Canada), Ivalua Pte. Ltd. (Singapour) , Ivalta Ltd (Inde), Ivalua Sweden AB, Ivalua Australia, Ivalua GmbH, Ivalua UK Ltd, toutes détenues à 100% par Ivalua et 0.01% de Ivalta Ltd détenue par Ivalua Inc.

Compte rendu de l'activité du Groupe

A l'issue de son exercice 2019, Ivalua a réalisé un chiffre d'affaires annuel consolidé de 83.911.187 €, en progression de +33% par rapport à 2018.

Le résultat d'exploitation a affiché un déficit de 9.590.768 € en raison d'un investissement dans ses charges de personnel. En effet, les charges de personnel sont passées de 35.911.283 euros en 2018 à 53.341.417 euros en 2019 soit une progression de 49%.

Les autres achats et charges externes ont également subis une augmentation de 36% notamment en raison de fortes dépenses de publicité et de marketing.

Le résultat net se positionne ainsi avec un déficit de 7.614.702 € contre un déficit de 870.481 € en 2018. Ce résultat net ne constitue aucunement une surprise et était très prévisible compte tenu des investissements très importants du groupe dans divers postes.

Résultat de l'activité du Groupe

Les comptes consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 sont résumés dans le tableau ci-dessous :

(En K Euros)	Exercice clos le 31 décembre 2019	Exercice clos le 31 décembre 2018	Exercice clos le 31 décembre 2017
Chiffre d'affaires	83 911	62 959	46 932
Charges d'exploitation	(93 502)	(66 655)	(43 471)
Résultat d'exploitation	(9 591)	(3 696)	3 461
Charges et produits financiers	1 129	1 394	(1 965)
<i>Résultat courant des entreprises intégrées</i>	<i>(8 462)</i>	<i>(2 302)</i>	<i>1 496</i>
Résultat Net - Part du Groupe	(7 615)	(0,87)	1 339
<i>Résultat par action (en euros)</i>	<i>(0,07)</i>	<i>(0,07)</i>	<i>0,14</i>

Situation financière et endettement du Groupe

La trésorerie nette du Groupe ressort à 74.829.347 € en 2019 contre 31.404.530 € en 2018.

La dette financière du Groupe s'élève à la clôture de l'exercice 2019 à 237.958 € contre 350.318 € à la clôture de l'exercice 2018.

Litiges du Groupe

A la date du présent rapport, il n'existe pas de litige en cours qui pourrait avoir un impact significatif sur l'activité du Groupe.

CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L. 227-10 DU CODE DE COMMERCE

Nous vous informons qu'il n'y a pas eu de nouvelle convention visée aux articles L. 227-10 et suivants du code de commerce conclue au cours de l'exercice écoulé.

II – RAPPORT DU PRESIDENT

ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

Nous vous informons que le comité de supervision, lors de sa séance du 22 juillet 2020 a procédé à la nomination à titre provisoire de deux membres dudit comité, Messieurs Peter Rottier et Antony Clave en remplacement respectivement de Messieurs Dave Welsh et Stephen Shanley, démissionnaires.


Nous vous demandons de ratifier, conformément aux dispositions de l'article 14.2. des statuts, les nominations de Messieurs Peter Rottier et Antony Clavel en qualité de membres du comité de supervision.

Nous vous informons également que lors de la même séance, le comité a procédé à la nomination, Hans Sikkens en qualité de censeur, en remplacement de Monsieur Vincent Letteri, démissionnaire.

Conformément aux dispositions de l'article 14.4. des statuts, nous vous demandons de ratifier la nomination de Monsieur Hans Sikkens en qualité de censeur.

Enfin, nous vous proposons de renouveler les mandats des membres du comité de supervision et d'un censeur venant à expiration à l'issue des décisions des associés statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

Nous vous demandons de bien vouloir adopter par votre vote les résolutions qui vous sont présentées.

DocuSigned by:

BC0D3DB8BCA945F...
David Khuat Duy

GROUPE SR CONSEIL PARIS

ERNST & YOUNG Audit

Ivalua

Exercice clos le 31 décembre 2019

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

GROUPE SR CONSEIL PARIS
91, rue Saint-Lazare
75009 Paris
S.A.S. au capital de € 30 000
789 994 514 R.C.S. Paris

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Paris

ERNST & YOUNG Audit
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Ivalua

Exercice clos le 31 décembre 2019

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Associés de la société Ivalua,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision collective des associés et par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Ivalua relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le président le 10 septembre 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Changement de méthode » de l'annexe des comptes consolidés qui présente le changement de méthode relatif au traitement de certaines charges d'exploitation et des immobilisations corporelles.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du président arrêté le 10 septembre 2020. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication aux associés appelés à statuer sur les comptes.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris et Paris-La Défense, le 14 septembre 2020


Les Commissaires aux Comptes

GROUPE SR CONSEIL PARIS



Grégoire Proust

ERNST & YOUNG Audit



Jean-Christophe Pernet

BILAN CONSOLIDÉ*(montants en milliers d'euros)*

ACTIF	Notes			31/12/19	31/12/18
		Brut	Amort. & Dép.	Net	Net
Ecart d'acquisition	1	1 653	-	1 653	1 624
Immobilisations incorporelles	2	1 098	(581)	517	1 003
Immobilisations corporelles	3	3 954	(1 981)	1 974	2 637
Immobilisations financières	4	1 386	-	1 386	597
ACTIF IMMOBILISE		8 091	(2 561)	5 529	5 862
Stocks et encours		-	-	-	-
Créances clients et comptes rattachés	5	28 830	(1 767)	27 064	18 021
Autres créances et comptes de régularisation	6	15 143	-	15 143	8 533
Impôts différés actifs	7	1 486	-	1 486	1 400
Valeurs mobilières de placement		58 036	-	58 036	-
Disponibilités		16 793	-	16 793	31 405
ACTIF CIRCULANT		120 289	(1 767)	118 522	59 358
TOTAL DE L'ACTIF		128 380	(4 328)	124 052	65 220

PASSIF	Notes	31/12/19	31/12/18
Capital social	8	107	100
Primes d'émission		79 218	25 797
Réserves consolidées		6 524	6 002
Réserves de conversion		(26)	22
Résultat consolidé		(7 615)	(870)
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		78 208	31 052
Intérêts des minoritaires		-	-
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		78 208	31 052
AUTRES FONDS PROPRES		-	-
PROVISIONS	9	2 970	1 855
Emprunts et dettes financières	10	238	350
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11	7 088	5 970
Impôts différés passifs		15	-
Autres dettes et comptes de régularisation	11	35 532	25 992
DETTES		42 873	32 313
TOTAL DU PASSIF		124 052	65 220

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ*(montants en milliers d'euros)*

	Notes	2019 (12 mois)	2018 (12 mois)
Chiffre d'affaires	12	83 911	62 950
Autres produits d'exploitation	13	614	9
PRODUITS D'EXPLOITATION		84 525	62 959
Autres achats et charges externes	14	(37 161)	(27 419)
Impôts et taxes		(1 335)	(655)
Charges de personnel	15	(53 341)	(35 911)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions - Net	16	(2 182)	(1 758)
Autres charges d'exploitation		(96)	(912)
CHARGES D'EXPLOITATION		(94 115)	(66 655)
RESULTAT D'EXPLOITATION		(9 591)	(3 696)
Charges et produits financiers	17	1 129	1 394
RESULTAT COURANT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		(8 462)	(2 301)
Charges et produits exceptionnels	18	411	16
Impôts sur les résultats	19	436	1 415
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		(7 615)	(870)
Résultat net - Part des Intérêts minoritaires		-	-
RESULTAT NET - PART DU GROUPE		(7 615)	(870)
Résultat par action (en euros)	20	(0,07)	(0,09)
Résultat dilué par action (en euros)	20	(0,07)	(0,09)

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES*(montants en milliers d'euros)*

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat consolidé	Ecart de conversion	Total Part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total Capitaux propres
31/12/2017	100	25 749	4 811	1 192	163	32 015	-	32 015
Exercice BSPCE	0	48	-	-	-	48	-	48
Affectation du résultat N-1	-	-	1 192	(1 192)	-	-	-	-
Variation des écarts de conversion	-	-	-	-	(141)	(141)	-	(141)
Résultat de la période	-	-	-	(870)	-	(870)	-	(870)
31/12/2018	100	25 797	6 002	(870)	22	31 052	-	31 052
Affectation du résultat N-1	-	-	(870)	870	-	-	-	-
Augmentation de capital	7	53 421	-	-	-	53 428	-	53 428
Variation de périmètre	-	-	1 392	-	-	1 392	-	1 392
Variation des écarts de conversion	-	-	-	-	(49)	(49)	-	(49)
Résultat de la période	-	-	-	(7 615)	-	(7 615)	-	(7 615)
31/12/2019	107	79 218	6 524	(7 615)	(26)	78 208	-	78 208

Les variations de périmètres correspondent à des corrections sur exercices antérieurs du fait de changement de méthode comptables expliqués au 3.1 « référentiel comptable ».

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ*(montants en milliers d'euros)*

	2019 (12 mois)	2018 (12 mois)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS A L'ACTIVITE		
Résultat net des sociétés intégrées	(7 615)	(870)
<i>Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité</i>		
Amortissements et provisions (nets)	2 054	1 182
Variation des impôts différés	79	(636)
(Plus) / moins values de cession	2	(2)
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	(5 479)	(327)
Variation des créances d'exploitation	(14 958)	(7 490)
Variation des dettes d'exploitation	12 243	12 461
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(2 715)	4 970
Flux net de trésorerie liés à l'activité	(8 195)	4 643
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(1 950)	(1 928)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	(4 374)	11
Variation des immobilisations financières	4 376	-
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(1 948)	(1 918)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation de capital en numéraire	53 428	46
Remboursements d'emprunts	(176)	(1 093)
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement	53 252	(1 047)
Incidences des variations de taux de change	316	127
VARIATION DE TRÉSORERIE	43 425	1 806
Trésorerie à l'ouverture	31 405	29 599
Trésorerie à la clôture	74 829	31 405
Décomposition de la trésorerie nette		
Valeurs mobilières de placement	58 036	-
Disponibilités	16 793	31 405
Trésorerie nette	74 829	31 405

ANNEXE DES COMPTES CONSOLIDES

Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire.

1. NATURE DE L'ACTIVITE ET EVENEMENTS SIGNIFICATIFS

1.1. INFORMATION RELATIVE A LA SOCIETE ET A SON ACTIVITE

Ivalua (« la Société ») est une société par actions simplifiée, de droit français, mère du groupe Ivalua (« le Groupe »). Elle est enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés d'Evry sous le numéro 428 796 858.

Le Groupe est un éditeur de logiciels, spécialisé dans la gestion des achats.

1.2. EVÈNEMENTS MARQUANTS DE LA PÉRIODE

Au cours de cet exercice, la société a poursuivi son développement en procédant à des créations de filiales en Allemagne, en Suède, au Royaume-Uni et en Australie.

La société a levé 60 000 017 USD, soit environ 53 485 484.87€, en avril 2019, auprès de ses actionnaires actuels et de Tiger Global, actionnaire entrant.

A cette occasion, 6 869 156 actions de préférence de catégorie D, d'un nominal de 0.1 centime ont été émises. A chacune de ces actions est attachée un Bon de souscription d'Action « BSA ratchet 04-2019 ».

Le président a attribué définitivement le 22 février 2019, 44 000 actions ordinaires, gratuites, aux salariés. Il en résulte une augmentation de capital de 440€. Ce montant a été prélevé sur les autres réserves. Ces actions ne pourront pas être cédées avant une période de deux ans.

1.3. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA PERIODE

De nouvelles créations de filiales sont en cours à Dubaï, au Brésil et en Italie afin de poursuivre le développement du Groupe.

Conformément aux dispositions de l'article L833-2 du Plan Comptable Général, les comptes consolidés du Groupe au 31/12/2019 ont été arrêtés sans aucun ajustement lié à l'épidémie du Coronavirus. Cette crise n'a eu qu'un impact léger sur l'activité du Groupe et ne remet pas en cause la continuité de l'activité à la date d'arrêt des comptes. Nos salariés ont été mis en télétravail à compter du début du confinement et il n'y a pas eu recours aux aides gouvernementales. L'incertitude inhérente à une crise de cette ampleur ne nous permet pas à ce stade de prévoir avec précision l'impact sur sa performance future.

2. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Au 31 décembre 2019, le périmètre de consolidation se présente comme suit :

Nom de la société	Méthode de consolidation	% d'intérêts	% de contrôle	Pays d'activité	Siège social
Ivalua SAS	Société mère	-	-	France	SIREN : 428 796 858 69 rue de Paris – 91400 Orsay
Ivalua Inc.	Intégration globale	100 %	100 %	Etats-Unis	805 Veterans Boulevard - Redwood City CA 94063
Ivalua Canada Inc.	Intégration globale	100 %	100 %	Canada	8500 Decarie Boulevard, Suite 645 Mont Royal, QC H4P 2N2
Ivalua Pte Ltd Singapour.	Intégration globale	100 %	100 %	Singapour	12 Marina Boulevard, MBFC T3 #17-01, Singapour, 018982
Ivalua India	Intégration globale	100 %	100 %	Inde	Monarch Enclave, 5e étage, En face de Modibaug, Model Colony, Shivajinagar, Pune, Maharashtra 411016
Ivalua Gmbh	Intégration globale	100 %	100 %	Allemagne	c/o ALB Friedl GmbH – Steuerberatungsgesellschaft – Wilhelm – Hale – Str 50 – 80639 MUNCHEN - Germany
Ivalua UK	Intégration globale	100 %	100 %	Royaume-Uni	25 Moorgate - London – EC2R 6AY - UK
Ivalua Australie Pty ldt	Intégration globale	100 %	100 %	Australie	Suite 1, level 2009-227, Sydney NSW 2000, Australie
Ivalua Suède	Intégration globale	100 %	100 %	Suède	c/o Hummelklappen Villagatan 19 – 114 32 STOCKHOLM - Sweden

Le périmètre a évolué comme suit par rapport au 31 décembre 2018 :

- Entrée dans le périmètre de la filiale Ivalua Gmbh.
- Entrée dans le périmètre de la filiale Ivalua UK
- Entrée dans le périmètre de la filiale Ivalua Australie
- Entrée dans le périmètre de la filiale Ivalua Suède

3. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

3.1. RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés sont établis selon les principes comptables et les règles d'évaluation fixés par la loi et le Code de commerce, en conformité avec le Règlement

CRC n°99-02 relatif aux comptes consolidés des entreprises industrielles et commerciales.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Toutes les méthodes préférentielles, lorsqu'elles sont applicables, ont été retenues par le Groupe.

Changement de méthode

Les commissions sur contrats attribuées aux salariés sont désormais étalées sur la durée de vie moyenne d'un contrat, soit 5 ans.

Cette durée moyenne a été estimée à partir d'une étude menée en interne et qui se base sur 4 facteurs essentiels :

- L'historique des renouvellements de contrats (98%).
- Le secteur des high tech dans lequel opère la société : la durée de contrats n'est pas longue pour les petites structures mais la complexité de la tech fait que les frais de changement sont importants, la durée de contrat est de ce fait rallongée.
- La durée de vie de la technologie de la société (5 ans).
- Benchmark auprès de 6 sociétés dont les produits sont comparables au produit de la société (5 ans).

Auparavant, ces commissions étaient comptabilisées immédiatement en charges, sans étalement.

Cela constitue un changement de méthode comptable. Celui-ci a pour but d'améliorer la pertinence de l'information financière.

Ce changement de méthode comptable est rétroactif, pour tous les contrats en cours, signés en 2019 ou sur les exercices précédents.

Un montant de 1 962K€ net de l'amortissement de commissions inhérentes à 2017 (l'impact relatif à 2015 et 2016 est considéré comme non significatif) a été constaté en augmentation du report à nouveau. Il s'agit de commissions constatées en intégralité en charges sur 2017 lors de la signature des contrats, pour lesquelles cette nouvelle méthode comptable nous conduit à rehausser le bénéfice de l'exercice de 2017 d'un montant de 1 962K€, par augmentation du report à nouveau.

Au titre de 2018, ce montant est de 483K€.

Ce changement aurait conduit à un total des autres créances en 2018 de 14 194K€ comparé à 15 143K€ en 2019.

Les immobilisations corporelles sont désormais capitalisées uniquement lorsqu'elles dépassent un certain seuil d'avantages en ligne avec l'utilisation qui en est faite au sein de l'entreprise.

Cela constitue un changement de méthode comptable. Celui-ci a pour but d'améliorer la pertinence de l'information financière.

Ce changement de méthode comptable est rétroactif, pour l'ensemble des immobilisations corporelles, activées en 2019 ou sur les exercices précédents. L'impact relatif sur les exercices antérieurs à 2017 n'est pas considéré comme étant significatif.

Un montant de 726K€ a été constaté en diminution du report à nouveau au titre de 2017 et 414K€ au titre de 2018.

Ce changement de méthode aurait conduit à un total des immobilisations corporelles de 1 926K€ en 2018 contre 1 974K€ en 2019.

Impact des changements de méthode sur les capitaux propres à l'ouverture de l'exercice :

Commissions 2017 : 1 962K€ de charges en moins sur 2017.

Commissions 2018 : 483K€ de charges en moins sur 2018.

Immobilisations 2017 : 726K€ de charges en plus sur 2017.

Immobilisations 2018 : 414K€ de charges en plus sur 2018.

Impact net sur les capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2019 : + 1 304K€

Changements d'estimations comptables de l'exercice

Le traitement des charges de sous-traitance de nos contrats long terme a fait l'objet d'un changement d'estimation.

Désormais les charges liées à chaque sous-traitant sont calculées par rapport à l'avancement du travail confié à chaque sous-traitant et non plus par rapport à l'avancement global du projet.

Il en résulte une charge complémentaire exceptionnelle de 1 100K€ sur 2019 au titre des contrats en cours à fin 2018.

Par changement d'estimation, la date de début d'amortissement des immobilisations est désormais déterminée ainsi :

- Immobilisation acquise entre le 1er et le 15 du mois : amortie à partir du 1er jour du mois
- Immobilisation acquise entre le 16 et la fin du mois : amortie à partir du 1er jour du mois suivant

Cette méthode comptable est appliquée depuis le 1er janvier 2019. Il n'y a pas d'effet rétroactif.

Un changement d'estimation concernant la provision pour indemnité de départ en retraite a été effectué en 2019.

Un rapport portant sur la provision pour indemnités de départ en retraite, reçu postérieurement à la clôture des comptes 2018 nous a conduit à comptabiliser en charges de l'exercice un complément de provision pour indemnité de départ en retraite d'un montant de 256K€ au titre de 2018.

La provision pour indemnités de départ en retraite au titre de 2019 est de 522K€.

Ces sommes ne sont pas déductibles fiscalement

Corrections d'erreurs

Un montant de 1 424K€ a été comptabilisé en 2019 en produits exceptionnels. Cette somme correspond à une correction d'erreur dans le chiffre d'affaires 2018 relatifs notamment à la non prise en compte de l'étalement linéaire sur certains contrats de SAAS.

Pour Directworks, les concessions ont fait l'objet d'une correction d'erreur correspondant au non-amortissement

des coûts de développement à durée limitée depuis l'acquisition de cet actif en 2017, amortissable sur 5 ans.

Une évaluation de Directworks a été conduite en 2019. Celle-ci valorise les coûts de développement à un montant de 470K€. Son coût historique est de 884K€. Il en résulte les corrections suivantes :

- 206K€ de dotations aux amortissements au titre de 2018 comptabilisées en charges exceptionnelles.
- 31K€ de dépréciation comptabilisée en charges exceptionnelles.
- 177K€ d'amortissement au titre de 2019 comptabilisés en charges d'exploitation.

La perte de valeur est de 414K€.

3.2. COMPARABILITÉ DES COMPTES

La société a l'obligation d'établir des comptes consolidés pour la première fois à compter de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation de ces comptes consolidés sont décrites ci-

après. Ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

L'exercice clos au 31 décembre 2019 à une durée de 12 mois, comme celui de l'exercice précédent.

3.3. MODALITÉS DE CONSOLIDATION

3.3.1. Méthodes de consolidation

Toutes les filiales du Groupe sont contrôlées et sont consolidées suivant la méthode de l'intégration globale.

Les opérations et les soldes intragroupe sont éliminés.

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base de leurs comptes annuels clos au 31 décembre 2019, retraités, le cas échéant, pour se conformer aux principes comptables retenus par le Groupe.

3.3.2. Conversion des états financiers et des transactions libellées en monnaie étrangère

Les comptes des filiales étrangères exprimés en devise locale sont convertis en euros selon la méthode du cours de clôture :

- les actifs et les passifs sont convertis au taux clôture ;
- le compte de résultat est converti au taux moyen de la période ;
- les écarts de conversion résultant de l'application de ces différents taux sont inscrits directement dans les capitaux propres.

Les opérations libellées en devises sont converties en euros au taux du jour de la transaction. Les dettes et créances libellées en devises sont converties en euros au taux en vigueur à la date de clôture. Les différences de change dégagées à cette occasion sont comptabilisées en compte de résultat :

- les différences de change sur opérations commerciales sont comptabilisées dans le résultat d'exploitation ;

- les différences de change sur opérations financières sont comptabilisées dans le résultat financier.

3.3.3. Utilisation de jugements et d'estimations

Dans le cadre de l'élaboration de ces comptes consolidés, les principaux jugements effectués par la Direction ainsi

que les principales estimations faites ont porté sur l'évaluation :

- des actifs incorporels ;
- des impôts différés ;
- des dépréciations et provisions ;
- du Crédit d'Impôt Recherche.

3.4. MÉTHODES ET RÈGLES D'ÉVALUATION

3.4.1. Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition correspondent :

- aux fonds de commerce comptabilisés dans les comptes sociaux et reclassés en écart d'acquisition dans les comptes consolidés ;
- à l'écart calculé entre le coût d'achat de participations ou de branches d'activité acquises et l'actif net correspondant. Cet écart est prioritairement affecté aux actifs et passifs identifiés de l'entreprise ou de la branche d'activité acquise de telle sorte que leur contribution au bilan consolidé soit représentative de leur juste valeur. L'écart résiduel est inscrit en écart d'acquisition et affecté à chaque Unité Génératrice de Trésorerie susceptible de bénéficier des synergies du regroupement d'entreprise.

Les écarts d'acquisition sont considérés comme ayant une durée de vie non finie et ne sont donc pas amortis.

Conformément au règlement 99-02 du CRC, le Groupe procède à des tests d'évaluation de ses écarts d'acquisition. Ces tests sont réalisés au moins une fois par an lors de la clôture des comptes et lors de la survenance d'indicateurs internes ou externes remettant en cause leur valeur nette comptable. Un amortissement exceptionnel est constaté, le cas échéant, afin de ramener ces derniers à leur juste valeur.

3.4.2. Immobilisations incorporelles

Les frais de développement de la société sont activés pour une partie dans Directworks.

Les immobilisations incorporelles correspondent essentiellement à :

- des logiciels acquis comptabilisés à leur coût d'acquisition et amortis sur une durée de 1 à 3 ans ;

- des brevets et marques.

3.4.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition.

Le Groupe applique la méthode préférentielle en inscrivant à l'actif de son bilan les biens exploités au travers des contrats de crédit-bail et assimilés. Ces contrats de location sont qualifiés de location-financement et font l'objet d'un retraitement dans les comptes consolidés lorsqu'ils ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens.

La valeur vénale du bien à la date de la signature du contrat est comptabilisée en immobilisations corporelles et un amortissement est constaté sur la durée de vie du bien. La dette correspondante est inscrite au passif avec enregistrement des intérêts financiers y afférents et le loyer de la redevance de crédit-bail est annulé au compte de résultat.

A la différence des contrats de location-financement, les contrats de location simple sont constatés au compte de résultat sous forme de loyers dans le poste « autres achats et charges externes ».

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé selon le mode linéaire à compter de leur mise en service sur la durée d'utilisation probable des différentes catégories d'immobilisations.

A ce titre, les durées suivantes sont retenues :

- Matériel informatique et de bureau : 3 à 5 ans.
- Agencements et mobilier : 5 à 10 ans.

Les actifs corporels immobilisés font l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de l'exercice, leur valeur actuelle apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

Il n'existe pas de biens susceptibles de donner lieu à une approche par composant.

3.4.4. Immobilisations financières

Les autres immobilisations financières sont représentatives de dépôts de garantie comptabilisés à leur valeur nominale. Une dépréciation est comptabilisée dès qu'apparaît une perte probable.

3.4.5. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. La société évalue périodiquement le risque de crédit et la situation financière de ses clients et une dépréciation est comptabilisée au cas par cas lorsque la valeur d'inventaire devient inférieure à la valeur comptable.

3.4.6. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières figurent au bilan pour leur coût d'acquisition. Elles font, lorsque nécessaire, l'objet d'une dépréciation calculée pour chaque ligne de titres d'une même nature, afin de ramener leur valeur au cours de bourse moyen du dernier mois ou à leur valeur de négociation probable pour les titres non cotés. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

3.4.7. Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu dans le compte de résultat de l'exercice, net de rabais, remises, ristourne, s'il est certain à la fois dans son principe et son montant et s'il est acquis au cours de l'exercice.

La reconnaissance du chiffre d'affaires dépend de la nature des ventes réalisées par le Groupe, qui distingue :

- *Offre software* :
 - Vente sous forme d'abonnement (Cloud/SaaS) : chiffre d'affaires reconnu linéairement sur la durée de l'abonnement ;
 - Le chiffre d'affaires généré par la maintenance et support logiciels est étalé sur la période couverte.
- *Prestations de services* : le Groupe reconnaît le chiffre d'affaires (installation, conseil sur site, personnalisation etc.) à l'avancement.

3.4.8. Prise en compte des produits à la clôture de l'exercice

Les produits facturés avant que les prestations les justifiant aient été effectuées sont inscrits en produits constatés d'avance.

Les prestations effectuées n'ayant pas fait l'objet d'une facturation à la date de clôture sont comptabilisées en produits d'exploitation par l'intermédiaire du compte « Clients - factures à établir ».

3.4.9. Disponibilités

La rubrique « Disponibilités » comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue et les découverts bancaires. Les découverts bancaires figurent au bilan, dans les « Emprunts et dettes financières » mais ils sont inclus dans le total de la trésorerie présentée dans le tableau de flux de trésorerie.

3.4.10. Provisions

Des provisions sont constatées pour couvrir des risques et charges, nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus rendent probables, et qui ont pu être estimés de manière fiable.

3.4.11. Engagements de retraite et avantages similaires

Le Groupe a adopté la méthode 1 de la Recommandation ANC n° 2013-02 pour l'évaluation et la comptabilisation de ses engagements de retraites et avantages similaires.

Le seul engagement de retraite à prestations définies du Groupe est constitué par les indemnités de fin de carrières légales et conventionnelles (IFC) du personnel des entités françaises. Le coût actuariel des engagements est pris en charge chaque année pendant la durée de vie active des salariés et il est comptabilisé en résultat d'exploitation en « Dotations aux amortissements et provisions ». L'incidence des variations d'hypothèses est constatée immédiatement en compte de résultat.

Les autres plans de retraite supportés par le Groupe sont des plans à cotisations définies pour lesquels l'engagement de l'employeur se limite au versement des cotisations prévues.

3.4.12. Impôts différés

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporaires existant entre la base fiscale des actifs et passifs et leur

valeur comptable dans les comptes consolidés, ainsi que pour les reports déficitaires.

L'impôt différé est calculé en tenant compte du taux de l'impôt qui a été voté à la date de clôture et dont il est prévu qu'il s'applique lorsque l'actif d'impôt différé concerné sera réalisé ou le passif d'impôt différé réglé.

Un impôt différé actif est constaté dès lors que les perspectives de recouvrement de cet actif sont probables.

3.4.13. Crédit impôt recherche

Les frais de développement étant comptabilisés dans les charges de l'exercice, le crédit impôt recherche figurant dans le poste « Impôts sur les sociétés » est maintenu dans ce poste dans les comptes consolidés.

3.4.14. Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle du Groupe.

3.4.15. Résultat par action

Le résultat net consolidé par action est obtenu en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Lorsque le résultat net de base par action est négatif, le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action

3.4.16. Information sectorielle

Pour les besoins de l'information sectorielle, un secteur d'activité ou une zone géographique est défini comme un ensemble homogène de produits, services, métiers ou pays qui est individualisé au sein de l'entreprise, de ses filiales ou de ses divisions opérationnelles.

La segmentation adoptée pour l'analyse sectorielle est issue de celle qui prévaut en matière d'organisation interne du Groupe. Les secteurs d'activités ou les zones géographiques représentant moins de 10 % du total consolidé ont été regroupés.

3.4.17. BSPCE, BSA et actions gratuites

Conformément aux principes comptables français, lors de l'attribution de BSPCE, BSA et d'actions gratuites, aucune charge de rémunération n'est constatée au titre de l'avantage accordé aux bénéficiaires des plans. L'augmentation de capital est constatée pour le prix d'exercice lors de l'exercice du bon ou de la levée de l'option par le bénéficiaire.

4. NOTES RELATIVES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT**NOTE 1 : ECARTS D'ACQUISITION**

	31/12/2018	Augmentations	Diminutions	Reclassement et autres variations	Ecarts de conversion	31/12/2019
Ecarts d'acquisition bruts	1 624	-	-	(2)	30	1 653
Dépréciations	-	-	-	-	-	-
TOTAL Net	1 624	-	-	(2)	30	1 653

Concernant Directworks, une évaluation a été réalisée sur l'année n'indiquant pas de perte de valeur.

NOTE 2 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	31/12/2018	Augmentations	Diminutions	Reclassements	Variation des cours de change	31/12/2019
Immobilisations incorporelles						
Concessions et droits similaires	1 216	14	-	(134)	2	1 098
Total immobilisations incorporelles brut	1 216	14	-	(134)	2	1 098
Amortissements et dépréciations						
Concessions et droits similaires	(213)	(450)	-	83	(1)	(581)
Total amortissements et dépréciations	(213)	(450)	-	83	(1)	(581)
TOTAL immobilisations incorporelles nettes	1 003	(436)	-	(51)	1	517

NOTE 3 : IMMOBILISATION CORPORELLES

	31/12/2018	Augmentations	Diminutions	Reclassements	Variation des cours de change	31/12/2019
Immobilisations corporelles						
Agencements généraux et mobiliers	1 227	343	-	(500)	16	1 086
Matériel de bureau et informatique	3 463	850	(37)	(1 827)	33	2 482
<i>dont matériel acquis en location-financement</i>	553	-	-	(551)	4	6
Matériel de transport	429	71	-	(115)	1	386
<i>dont matériel acquis en location-financement</i>	372	71	-	(115)	0	328
Total immobilisations corporelles brut	5 118	1 264	(37)	(2 441)	50	3 954
Amortissements et dépréciations						
Agencements généraux et mobiliers	(517)	(216)	-	137	(4)	(600)
Matériel de bureau et informatique	(1 702)	(546)	-	1 094	(10)	(1 165)
<i>dont matériel acquis en location-financement</i>	(550)	-	-	544	-	(6)
Matériel de transport	(262)	(65)	-	111	(1)	(216)
<i>dont matériel acquis en location-financement</i>	(205)	(64)	-	111	-	(158)
Total amortissements et dépréciations	(2 481)	(826)	-	1 342	(15)	(1 981)
TOTAL immobilisations corporelles nettes	2 637	438	(37)	(1 099)	35	1 974

NOTE 4 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES

	31/12/2018	Augmentations	Diminutions	Reclassements	Variation des cours de change	31/12/2019
Immobilisations financières						
Prêts, dépôts et cautionnements	597	775	-	-	15	1 386
Total immobilisations financières brut	597	775	-	-	15	1 386
Dépréciations						
Prêts, dépôts et cautionnements	-	-	-	-	-	-
TOTAL amortissements et dépréciations	-	-	-	-	-	-
TOTAL immobilisations financières nettes	597	775	-	-	15	1 386

NOTE 5 : CREANCES ET COMPTES RATTACHES

Les créances et comptes rattachés se décomposent comme suit :

	31/12/2018	31/12/2019
Clients	15 531	20 619
Factures à établir	3 239	8 211
TOTAL Créances et comptes rattachés brut	18 770	28 830
Dépréciations	(749)	(1 767)
TOTAL Créances et comptes rattachés nets	18 021	27 064
<i>Taux de dépréciation</i>	4%	6%

NOTE 6 : AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION

Les autres créances et comptes de régularisation se présentent comme suit :

	31/12/2018	31/12/2019
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	499	116
Créances sociales	1 196	5 480
Créances fiscales	2 250	3 295
Débiteurs divers	3	54
Charges constatées d'avance	4 584	6 199
Total des autres créances et comptes de régularisation	8 533	15 143

Les créances fiscales ont une échéance à plus d'un an à hauteur de 2 507K€.

Les charges constatées d'avance ont une échéance à plus d'un an à hauteur de 39K€.

NOTE 7 : IMPOTS DIFFERES

Les impôts différés s'analysent et se décomposent comme suit :

	31/12/2018	Incidence résultat	Variation des cours de change	Reclassement et autres variations	31/12/2019
Impôts différés - Actif	1 400	(64)	24	126	1 486
Impôts différés - Passif	-	(15)	(0)	-	(15)
Solde net Impôts différés	1 400	(79)	24	126	1 471
<i>Ventilation de l'impôt différé par nature :</i>					
Déficits reportables	1 355	(130)	29	-	1 254
Décalages fiscaux temporaires	(151)	213	(5)	-	57
Autres retraitements de consolidation	196	(162)	-	126	160
Solde net Impôts différés par nature	1 400	(79)	24	126	1 471

Le montant des déficits fiscaux non activés à la clôture de l'exercice concerne la filiale de Singapour pour un montant de 584 KSGD, soit 386K€ et la filiale des Etats-Unis pour 6 473K\$; soit 5 762K€.

NOTE 8 : CAPITAL SOCIAL**▪ COMPOSITION**

Par consultation écrite des associés du 26 février 2019, les associés ont décidé de diviser la valeur unitaire de chaque action par 10. Ainsi, leur montant nominal passe de 0,01€ à 0,001€.

En conséquence, il a été créé 27 338 175 actions de préférence de catégorie C et 6 869 156 actions de préférence de catégorie D.

Au 31 décembre 2019, le capital social s'élève à 107 436 136 actions de 0,001€ de valeur nominale chacune. Il a évolué comme suit au cours de la période :

	Nombre d'actions
31/12/2018	10 012 698
31/12/2018 après conversion	100 126 980
Augmentation de capital	6 869 156
Attribution d'actions gratuites	440 000
31/12/2019	107 436 136

▪ **CAPITAL POTENTIEL**

L'évolution des instruments dilutifs sur la période peut se synthétiser comme suit :

	BSA	BSA Ratchet	Actions gratuites	Total instruments dilutifs en cours de validité
Nombre existant au 31/12/2018	374 123	-	44 000	418 123
Nombre existant au 31/12/2018 après conversion	3 741 230		440 000	4 181 230
Attribués		6 869 156	3 649 464	10 518 620
Exercés / Acquis			(440 000)	(440 000)
Caducs / annulées	(20 000)		(445 300)	(465 300)
Nombre existant au 31/12/2019	3 721 230	6 869 156	3 204 164	13 794 550

Le président, lors de sa séance du 27 septembre 2016, conformément à la délégation donnée par l'assemblée générale extraordinaire du 20 septembre 2016, a décidé l'attribution de 50 000 actions gratuites au profit des membres du personnel salarié de la Société, donnant chacune droit à la conversion en action d'une valeur unitaire de 0,01 euro. L'attribution des actions à leurs bénéficiaires est définitive au terme de 2 ans soit au 27 septembre 2018 et les bénéficiaires devront les conserver pendant une période de 2 ans à partir de cette date. Au 31 décembre 2018, le nombre d'action gratuites restantes s'élève à 44 000.

L'intégralité de ces actions gratuites ont été définitivement attribuée en 2018.

L'augmentation de capital a été réalisée le 22 février 2019 pour 440€.

De nouvelles attributions d'actions gratuites ont eu lieu sur 2019 donnant droit à une action ordinaire d'une valeur nominale de 0,001€. Le nombre d'instruments attribués s'élevaient à 3 649 464 actions gratuites. A la date d'arrêté des comptes, le nombre d'actions gratuites en cours est de 3 204 164.

Au 31 décembre 2019, le nombre de BSA attribués à des salariés présents à cette date et non exercés est de 372 123 et se reparti ainsi :

- 12 750 BSA ont été émis par le Président lors de la séance du 19 mai 2014 conformément à la délégation donnée par l'assemblée générale extraordinaire du 6 mai 2014. Le prix unitaire a été fixé à 2,2899 euros exerçable à partir du 19 mai 2015 ;
- 45 000 BSA ont été émis par le Président lors de la séance du 21 juin 2016 conformément à la délégation donnée par l'assemblée générale extraordinaire du 7 juin 2016. Le prix unitaire a été fixé à 10,67 euros avec une date d'échéance au 6 juin 2023. ;
- 70 840 BSA ont été émis par le Président en 2017 conformément à la délégation donnée par l'assemblée générale extraordinaire du 16 mai 2017. Le prix unitaire a été fixé à 12,96 euros avec une date d'échéance en 2027. Ces BSA s'acquièrent à hauteur de 25% tous les ans ;
- 245 533 BSA ont été émis par le Président en 2018 conformément à la délégation donnée par l'assemblée générale extraordinaire du 16 mai 2017. Le prix unitaire a été fixé à 12,96 euros avec une date d'échéance en 2028. Ces BSA s'acquièrent à hauteur de 25% après 1 an puis à hauteur de 1/48^{ème} tous les mois successifs.

Suite à la consultation écrite des associés du 26 février 2019 et à la décision de diviser la valeur unitaire de chaque action par 10. Le nombre de BSA est donc de 3 721 230 à la date de l'exercice composé alors de 127 500, 250 000, 708 400 et 2 455 330.

L'ensemble de ces BSA est soumis à la condition que l'attributaire soit toujours présent dans la société.

NOTE 9 : PROVISIONS

Les provisions ont évolué comme suit au cours de la période :

	31/12/2018	Dotations	Reclassement et autres variations	Variation des cours de change	31/12/2019
Provisions pour indemnités de fin de carrière	878	778	-	-	1 656
Autres provisions pour risques et charges	977	-	321	16	1 314
TOTAL Provisions	1 855	778	321	16	2 970

▪ **PROVISIONS POUR INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE**

Les différentes hypothèses retenues sont les suivantes :

	31/12/2019	31/12/2018
Taux d'actualisation (source : Iboxx 10+)	1,09%	1,80%
Age de départ à la retraite	62-65	63-66
Modalités de départs	Départ volontaire	Départ volontaire
Taux d'inflation	2%	2%
Taux de charges sociales	45%	48%
Taux de progression des salaires	Entre 1,80% et 13,30% en fonction de la tranche d'âge	3%
Taux de rotation	Entre 1 et 7% en fonction de la tranche d'âge	Taux moyen de 5% lissé par classe d'âge en fonction d'une courbe décroissante et nul à partir de 60 ans
Tables de mortalité	INSEE tableau mortalité TV/TD 2012-2014	INSEE 2013-2015

▪ **AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES**

Le montant de 1 314K€ correspond à une provision pour complément de prix dans le cadre de l'acquisition de Directworks

NOTE 10 : EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

L'ensemble des dettes financières est contracté en euros.

L'évolution au cours de la période se présente comme suit :

	31/12/2018	Augmentation	Remboursement	Reclassement et autres variations	31/12/2019
Emprunts bancaires	302	71	(128)	(7)	238
dont retraitement opération de loc-financ.	172	71	(68)	(7)	168
Dépôt de garantie et autres dettes financières	48		(48)		-
TOTAL Emprunts et dettes financières	350	71	(176)	(7)	238

L'échéancier des dettes financières au 31 décembre 2019 se présente comme suit :

	31/12/2019	Moins de 1 an	Entre 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts bancaires	238	103	74	61
dont retraitement opération de loc-financ.	108	103	68	-
TOTAL Emprunts et dettes financières	238	103	74	61

Au 31 décembre 2019, l'ensemble des emprunts est à taux fixe.

NOTE 11 : DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES

Au 31 décembre 2019, les dettes se décomposent comme suit :

	31/12/2018	31/12/2019
Fournisseurs et comptes rattachés	5 971	7 088
Dettes sociales	6 284	7 029
Dettes fiscales	1 631	2 241
Avances, acomptes et avoirs clients	394	167
Autres dettes	175	320
Produits constatés d'avance	17 508	25 775
TOTAL Dettes fournisseurs, autres dettes et comptes de régularisation	31 963	42 620

L'ensemble des dettes a une échéance à moins d'un an.

NOTE 12 : CHIFFRE D'AFFAIRES – INFORMATION SECTORIELLE

La société n'exerce son activité sur un seul secteur d'activité, celui de l'édition de logiciels.

La décomposition du chiffre d'affaires par zone géographique s'analyse comme suit :

	2019 (12 mois)		2018 (12 mois)	
	K€	%	K€	%
Union européenne	30 901	37%	22 030	35%
<i>dont France</i>	18 737	22%	16 472	26%
Amérique du Nord	46 729	56%	38 853	62%
Autres pays	6 281	7%	2 067	3%
TOTAL Chiffre d'affaires	83 911	100%	62 950	100%

Le Groupe dispose de filiales dans chaque zone géographique si bien que la monnaie de facturation est celle de la zone concernée : l'euro pour l'Europe, le dollar américain et le dollar canadien pour l'Amérique pour l'essentiel. Le risque de change sur le résultat est ainsi limité dans la mesure où les coûts afférents aux revenus sont également engagés dans la monnaie de la zone géographique. Le risque de change sur les opérations intra-groupe est supporté par les filiales.

NOTE 13 : AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

	2019 (12 mois)	2018 (12 mois)
Gains de change sur dettes et créances réalisés et non réalisés	530	-
Transferts de charges d'exploitation	40	-
Autres produits	44	9
TOTAL Autres produits d'exploitation	614	9

NOTE 14 : AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES

Les autres achats et charges externes se décomposent comme suit :

	2019	2018
	<i>(12 mois)</i>	<i>(12 mois)</i>
Achats d'études	(12 636)	(14 399)
Achats non stockés	(947)	(285)
Locations et charges locatives	(3 493)	(2 216)
Entretiens et réparations	(297)	(190)
Assurances	(212)	(170)
Personnel mis à disposition	(4 100)	-
Honoraires	(3 540)	(2 539)
Publicité et marketing	(5 642)	(3 285)
Frais de déplacement	(3 753)	(2 903)
Frais postaux et de télécommunication	(346)	(215)
Services bancaires	(38)	(76)
Divers	(2 157)	(1 140)
TOTAL Autres achats et charges externes	(37 161)	(27 419)

NOTE 15 : CHARGES DE PERSONNEL

Les charges de personnel ont évolué comme suit :

	2019	2018
	<i>(12 mois)</i>	<i>(12 mois)</i>
Rémunérations	(41 890)	(27 755)
Charges sociales	(11 062)	(7 807)
Autres charges de personnel	(389)	(349)
TOTAL Charges de personnel	(53 341)	(35 911)

NOTE 16 : DOTATIONS ET REPRISES AUX AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS

Les dotations aux amortissements, dépréciations et provisions, nettes des reprises s'analysent comme suit sur la période :

	31/12/2018	Dotations (12 mois)	Reprises (12 mois)	Autres variations	Variation des cours de change	31/12/2019
Dépréciations des clients et comptes rattachés	749	191	(93)	904	16	1 767
Provisions pour indemnité de fin de carrière	878	778	-			1 656
Autres provisions pour risques et charges	977	-	-	321	16	1 314
Sous-Total	2 604	969	(93)	1 225	32	4 737
Dépréciations et amortissements (incorporelles et corporelles)		1 306				
TOTAL Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions - Net		2 274	(93)			
<i>dont exploitation</i>		2 274	(93)			
<i>dont exceptionnel</i>		-	-			

NOTE 17 : RESULTAT FINANCIER

	2019 (12 mois)			2018 (12 mois)		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Charges d'intérêts sur emprunt	-	(16)	(16)	-	(5)	(5)
Résultat de change	3 913	(3 430)	483	2 262	(1 146)	1 116
Autres charges et produits financiers	662	-	662	322	(39)	283
TOTAL Résultat financier	4 575	(3 446)	1 129	2 584	(1 189)	1 394

NOTE 18 : RESULTAT EXCEPTIONNEL

	2019 (12 mois)			2018 (12 mois)		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Cessions d'immobilisations	34	(37)	(2)	2	-	2
Corrections sur exercices antérieurs	1 508	(681)	827	-	-	-
Autre résultat exceptionnel	-	(414)	(414)	18	(4)	14
TOTAL Résultat exceptionnel	1 543	(1 132)	411	20	(4)	16

Les corrections sur exercices antérieurs proviennent principalement d'une correction d'erreur dans le chiffre d'affaires 2018 relatifs notamment à la non prise en compte de l'étalement linéaire sur certains contrats de SAAS.

L'autre résultat exceptionnel pour 414K€ correspond principalement à la dépréciation de Directworks.

NOTE 19 : IMPOT SUR LES SOCIETES

	2019 (12 mois)	2018 (12 mois)
Impôts différés	(79)	636
Impôt exigible	(463)	(162)
Crédit d'impôt	978	941
TOTAL Impôt sur les résultats	436	1 415

Les reports déficitaires non activés courant 2019 concernent les Etats-Unis pour 6 473K\$ soit 5 782K€.

Le rapprochement entre l'impôt théorique et l'impôt comptabilisé (preuve d'impôt) se présente comme suit :

	2019 (12 mois)	2018 (12 mois)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(7 615)	(870)
Charge d'impôt effective	436	1 415
Résultat net des entreprises intégrées avant impôt	(8 051)	(2 284)
Taux d'impôt théorique (de la mère)	28,00%	28,00%
Charge/produit d'impôt théorique	2 254	640
<i>Décalages d'imposition :</i>		
- Crédit d'impôts & impôts forfaitaires	577	806
- Différences permanentes	(353)	12
- Différences de taux d'impôts du Groupe	(425)	19
- Non activation des impôts différés sur pertes reportables	(1 422)	(62)
- Engagement de retraite passé en social	(195)	-
Charge/produit d'impôt effectif	436	1 415
Taux d'impôt effectif	5,42%	61,93%

La non reconnaissance d'impôts différés sur perte reportables en 2019 pour (1 422)K€ correspond aux Etats-Unis.

NOTE 20 : RESULTAT PAR ACTION

	2019	2018
	<i>(12 mois)</i>	<i>(12 mois)</i>
Résultat net (en €)	(7 615)	(870)
Nombre moyen d'actions en circulation	105 583 180	10 005 901
Nombre moyen d'actions diluées	243 528 680	10 424 024
Résultat net par action (en €)	(0,07)	(0,09)
Résultat net dilué par action (en €)	(0,07)	(0,09)

Compte tenu de la perte de l'exercice 2019, le résultat net dilué correspond au résultat net par action, sans prise en compte du nombre potentiel d'actions à émettre.

5. AUTRES INFORMATIONS**NOTE 21 : REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS**

Les rémunérations des dirigeants n'est pas communiquée car elle reviendrait à communiquer le montant des rémunérations individuelles.

NOTE 22 : PARTIES LIEES

A la connaissance de la société, il n'existe pas de transactions avec des parties liées non conclues à des conditions normales de marché.

NOTE 23 : ENGAGEMENTS HORS BILAN▪ **ENGAGEMENTS DONNES**

	31/12/2019	31/12/2018
Engagements financiers		
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	-	-
Avals, cautions et garantis données	795	179
Dettes garanties par des sûretés réelles	-	-
Autres engagements		
Engagement de paiements futurs	19 858	3 863
TOTAL Engagements donnés	20 653	4 042

Les engagements de paiements futurs se décomposent comme suit :

	31/12/2019	Moins de 1 an	Entre 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Contrats de locations immobilière simple	19 858	3 857	10 282	5 719
TOTAL engagement de paiements futurs	19 858	3 857	10 282	5 719

▪ **ENGAGEMENTS REÇUS**

Néant.

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autres engagements hors bilan significatifs selon les normes comptables en vigueur ou qui pourraient le devenir dans le futur.

NOTE 24 : EFFECTIF

L'effectif moyen du Groupe s'élève à 657 personnes au titre de l'exercice 2019 contre 322 personnes au titre de l'exercice précédent.

NOTE 25 : HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Les honoraires du commissaire aux comptes s'élèvent à 104K€ au titre de 2019 et 70K€ au titre de 2018.

IVALUA

Société par actions simplifiée au capital de 107.588.636 euros
Siège social : 102, avenue de Paris, 91300 Massy
428 796 858 R.C.S. Evry

RAPPORT DE GESTION DU PRESIDENT INCLUANT LE RAPPORT DE GESTION DU GROUPE

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

CONSULTATION ECRITE DES ASSOCIES DU 24 SEPTEMBRE 2020

Chers associés,

Dans le cadre d'une consultation écrite des associés telle que prévue à l'article 16.2 des statuts de la Société, vous êtes appelés à vous prononcer sur l'ordre du jour suivant :

- rapport de gestion du président et présentation par le président des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019,
- rapports des commissaires aux comptes sur l'exécution de leur mission au cours dudit exercice et sur les conventions visées à l'article L. 227-10 du code de commerce,
- approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019,
- rapport de gestion du groupe et présentation par le président des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2019,
- rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos 31 décembre 2019,
- approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2019,
- quitus au président et au directeur général délégué pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice écoulé,
- affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2019,
- examen des conventions visées à l'article L. 227-10 du code de commerce,
- ratification de la nomination à titre provisoire de deux membres du comité de supervision,
- ratification de la nomination d'un censeur,
- renouvellement des membres du comité de supervision sortants,
- renouvellement d'un censeur.

Dans ce contexte, les documents suivants vous sont adressés :

- le présent rapport ainsi que les rapports du président sur les attributions d'options et d'actions gratuites,

- les rapports des commissaires aux comptes,
- le texte des résolutions soumises à votre approbation, et
- un bulletin de vote.

I – RAPPORT DE GESTION

ACTIVITE DE LA SOCIETE ET DU GROUPE DURANT L'EXERCICE 2019

Au cours de l'exercice écoulé clos le 31 décembre 2019, l'activité de la Société a été la suivante :

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 43.166.045€ contre 30.242.024€ pour l'exercice précédent soit une hausse de plus de 42%.

Le groupe continue son développement en France et à l'international avec la création de nouvelles entités : Ivalua Ltd (UK), Ivalua Sweden AB, Ivalua GmbH (Allemagne), Ivalua Australia Pty Ltd (Australia), et Ivalua do Brasil Tecnologia Ltda (Brésil).

Fait significatif de l'exercice

La Société poursuit ses investissements en renforçant ses équipes notamment R&D, marketing et commerciales. Les investissements ont été notamment orientés sur le développement des activités à l'international.

Les nouvelles forces de ventes sont largement déployées en Allemagne, en Grande Bretagne, dans le Nord de l'Europe ainsi qu'au Moyen Orient.

Les deux filiales historiques Ivalua Inc. et Ivalua Canada Inc. poursuivent leur croissance. Les chiffres d'affaires ont évolué significativement passant de 48.637.125 USD en 2018 à 52 450 059.33 USD en 2019 pour Ivalua Inc., et de 4.954.530 CAD en 2018 à 3.739.127,74 CAD en 2019 pour Ivalua Canada Inc.

Evolution prévisible et perspectives d'avenir de la Société et du groupe

Nous allons continuer notre développement à l'international et continuerons d'investir de façon significative en 2020.

Evènements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Au niveau du groupe

Des filiales sont en cours de création sur 2020 : Ivalua DMCC (Dubai), et à venir Ivalua Srl (Italie).

Au niveau de la Société

La crise sanitaire COVID-19 a légèrement affecté les ventes du 1^{er} semestre. Ivalua a su faire face et s'adapter facilement au télétravail et n'a eu recours à aucune aide gouvernementale proposée.

Cette remarque est valable pour toutes les sociétés du Groupe.

Par ailleurs, le siège social de la Société a été transféré du 69, rue de Paris à Orsay au 102, avenue de Paris à Massy.

Activité en matière de recherche et de développement de la Société et du groupe

Les activités en matière de recherche et de développement se poursuivent conformément à notre roadmap.

Au cours de l'exercice écoulé, notre Société a eu des dépenses de recherche et développement éligibles pour le calcul du CIR, d'un montant de 2.212.333 € hors dépenses de fonctionnement afin d'enrichir en fonctionnalités les logiciels existants.

1. Examen des comptes et résultats de la Société Ivalua SAS

RESULTATS - AFFECTATION

Résultats 2019

Nous allons vous présenter en détail les comptes annuels que nous soumettons à votre approbation et qui ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Les règles et méthodes d'établissement des comptes annuels ont été modifiées comme expliqué dans la plaquette. Ces changements concernent la comptabilisation des commissions désormais étalées sur la durée de vie des contrats, les charges de sous traitance désormais alignées sur l'avancement du projet, l'amortissement des immobilisations désormais simplifiée avec une date de départ soit au 1er du mois en cours soit au 1er du mois suivant. Un rappel des comptes de l'exercice précédent est fourni à titre comparatif.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, le chiffre d'affaires s'est élevé à 43.166.045 € contre 30.242.024 € pour l'exercice précédent soit une hausse de plus de 42 %.

Le montant des traitements et salaires bruts s'élève à 13.323.148 € contre 10.801.840 € lors de l'exercice précédent, soit une progression de plus de 23 %.

Le montant des cotisations sociales et avantages sociaux s'élève à 6.589.185 € contre 5.273.721 €, soit une progression de presque 25 %.

L'effectif moyen 2019 est de 193 personnes (dont 181 cadres et 12 non cadres) contre 166 personnes (dont 154 cadres et 12 non cadres) en 2018 soit une progression de 16 %.

Les charges d'exploitation se sont élevées à 47.222.131 € contre 31.751.388 € pour l'exercice précédent, soit une variation de presque 49 %.

En conséquence de quoi, le résultat d'exploitation ressort déficitaire pour l'exercice 2019 à 3.915.301 € contre un déficit de 1.278.824 € lors de l'exercice précédent.

Malgré un résultat financier positif de 1.170.497 € contre 1.087.247 € en 2018, le résultat courant avant impôt affiche un déficit de 2.744.804 € contre un déficit de 191.578 € lors de l'exercice précédent.

Après prise en compte du résultat exceptionnel de 709.280 € et d'un produit d'impôt sur les sociétés (lié en majeure partie au Crédit d'Impôt Recherche) de 977.891€, les comptes de l'exercice écoulé se soldent par un résultat déficitaire de 1.057.632 € contre un bénéfice de 764.946€ pour l'exercice 2018.

A noter que le montant du Crédit d'Impôt Recherche sur 2019 s'est élevé à 999.516€, comptabilisé en produit sur l'exercice 2019.

Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2019 s'élevant à 1.057.631,78 € au compte de report à nouveau qui, au résultat de cette affectation, serait ramené à la somme de 5.896.205 €.

Dépenses non déductibles fiscalement.

Nous vous demandons, conformément à l'article 223 quater du code général des impôts, de constater qu'aucune charge ni qu'aucune dépense somptuaire visées à l'article 39-4 du C. G. I. n'a été enregistrée au cours de l'exercice 2019, tandis que le total des amortissements excédentaires (visées à l'article 39-4 du même code) et autres amortissements non déductibles s'est élevé à 37.044€.

DISTRIBUTION DE DIVIDENDE

Conformément à la loi, il est rappelé qu'au titre des trois derniers exercices les distributions de dividendes ont été les suivantes :

	Dividende par action	Somme éligible à l'abattement de 40%
2019	Néant	-
2018	Néant	-
2017	Néant	
2016	0.058€	494 131

ENDETTEMENT

Au 31 décembre 2019, la Société bénéficie d'une trésorerie disponible de 10.645.764€ contre 5.994.406 € en 2018, de valeurs mobilières de placement pour 58.035.900€ contre 17.254.148€ et de capitaux propres positifs de 88.120.189 € contre 34.641.139€ en 2018.

Le poste « dettes » s'élève à la somme de 26.342.245€ constitué de :

- emprunts auprès d'établissements de crédits pour	69.555 €
- dettes fournisseurs et comptes rattachés pour	20.186.433 €
- dettes fiscales et sociales pour	5.541.580 €
- d'autres dettes pour	544.677 €

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 5.655.059 €.

Il est à noter que la part des dettes intragroupes est prépondérante à 82%.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

Vous trouverez dans le tableau ci-dessous des informations relatives à l'activité et aux résultats de nos filiales en Kdevises incluant les transactions Inter-compagnies :

Dénomination	Capital Social	Capitaux Propres	Q.P. Détenue	Chiffre d'affaires	Résultat Net
<i>FILIALE IVALUA INC en KUSD</i>	200	(11 498)	100%	60 424	(7 865)
<i>FILIALE IVALUA CANADA INC en KCAD</i>	100	(661)	100%	3 739	(566)
<i>FILIALE IVALTA EN KINR</i>	100	(1 221)	100% Groupe	92 955	(1 321)
<i>FILIALE IVALUA PTE LTD en KSGD</i>	100	(388)	100%	1 549	96
<i>FILIALE IVALUA AUSTRALIA PTY en KAUD</i>	0.1	0.1	100%	98	0
<i>FILIALE IVALUA SWEDEN AB in KSEK</i>	5	5	100%	0	0
<i>FILIALE IVALUA UK Ltd in GBP</i>	0.1	0.1	100%	2 676	0
<i>FILIALE IVALUA GmbH en K€</i>	25	25	100%	548	0

Il a été estimé qu'aucun titre de participation ni ses créances rattachées à des filiales ne présentaient de risque au 31 décembre 2019. Aucune provision n'est constatée.

INFORMATIONS SUR LES DELAIS DE PAIEMENT

Vous trouverez ci-après les informations établies en application de l'article L. 441-6-1 du code de commerce sur les délais de paiement :

Factures émises :

Article D 441 I-2° Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						
	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranche par retard de paiement						
Nombre de factures concernées	173					171
Montants des factures concernées TTC	15 505 714,02	1 497 804,03	231 613,59	228 471,82	6 521 702,97	8 479 592,41
% du montant total des factures émises dans l'année	33%	3%	0%	0%	14%	18%
(B) Factures exclues de A relatives à des créances litigieuses						
Nombre de factures concernées	1					
Montants des factures concernées TTC	30 636,00					
© Délais de paiements de référence utilisée						
Délai contractuel de 0 à 90 jours						

Factures reçues :

Art D 441 I 1 : factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						
(A) Tranche de retard de paiement	0 jours	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
Nb de factures concernées	36,00	209,00	64,00	23,00	151,00	447,00
Montant total des factures concernées TTC	188 973,66	971 275,92	102 091,74	56 452,93	151 387,65	1 281 208,24
% du montant total TTC des factures reçues dans l'année	1,07%	5,48%	0,58%	0,32%	0,85%	7,23%
(B) Factures exclues de A relatives à des dettes litigieuses ou non comptabilisées						
Nb de factures concernées						
Montant total des factures exclues TTC						
C Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal)						
Délais de paiements utilisés	Délais contractuels 0 à 60 jours					

2. Comptes consolidés du Groupe

Périmètre de consolidation

Les sociétés globalement intégrées au 31 décembre 2019 sont Ivalua SAS (France), Ivalua Inc. (USA), Ivalua Canada Inc (Canada), Ivalua Pte. Ltd. (Singapour) , Ivalta Ltd (Inde), Ivalua Sweden AB, Ivalua Australia, Ivalua GmbH, Ivalua UK Ltd, toutes détenues à 100% par Ivalua et 0.01% de Ivalta Ltd détenue par Ivalua Inc.

Compte rendu de l'activité du Groupe

A l'issue de son exercice 2019, Ivalua a réalisé un chiffre d'affaires annuel consolidé de 83.911.187 €, en progression de +33% par rapport à 2018.

Le résultat d'exploitation a affiché un déficit de 9.590.768 € en raison d'un investissement dans ses charges de personnel. En effet, les charges de personnel sont passées de 35.911.283 euros en 2018 à 53.341.417 euros en 2019 soit une progression de 49%.

Les autres achats et charges externes ont également subis une augmentation de 36% notamment en raison de fortes dépenses de publicité et de marketing.

Le résultat net se positionne ainsi avec un déficit de 7.614.702 € contre un déficit de 870.481 € en 2018. Ce résultat net ne constitue aucunement une surprise et était très prévisible compte tenu des investissements très importants du groupe dans divers postes.

Résultat de l'activité du Groupe

Les comptes consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 sont résumés dans le tableau ci-dessous :

(En K Euros)	Exercice clos le 31 décembre 2019	Exercice clos le 31 décembre 2018	Exercice clos le 31 décembre 2017
Chiffre d'affaires	83 911	62 959	46 932
Charges d'exploitation	(93 502)	(66 655)	(43 471)
Résultat d'exploitation	(9 591)	(3 696)	3 461
Charges et produits financiers	1 129	1 394	(1 965)
<i>Résultat courant des entreprises intégrées</i>	<i>(8 462)</i>	<i>(2 302)</i>	<i>1 496</i>
Résultat Net - Part du Groupe	(7 615)	(0,87)	1 339
<i>Résultat par action (en euros)</i>	<i>(0,07)</i>	<i>(0,07)</i>	<i>0,14</i>

Situation financière et endettement du Groupe

La trésorerie nette du Groupe ressort à 74.829.347 € en 2019 contre 31.404.530 € en 2018.

La dette financière du Groupe s'élève à la clôture de l'exercice 2019 à 237.958 € contre 350.318 € à la clôture de l'exercice 2018.

Litiges du Groupe

A la date du présent rapport, il n'existe pas de litige en cours qui pourrait avoir un impact significatif sur l'activité du Groupe.

CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L. 227-10 DU CODE DE COMMERCE

Nous vous informons qu'il n'y a pas eu de nouvelle convention visée aux articles L. 227-10 et suivants du code de commerce conclue au cours de l'exercice écoulé.

II – RAPPORT DU PRESIDENT**ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE**

Nous vous informons que le comité de supervision, lors de sa séance du 22 juillet 2020 a procédé à la nomination à titre provisoire de deux membres dudit comité, Messieurs Peter Rottier et Antony Clave en remplacement respectivement de Messieurs Dave Welsh et Stephen Shanley, démissionnaires.

Nous vous demandons de ratifier, conformément aux dispositions de l'article 14.2. des statuts, les nominations de Messieurs Peter Rottier et Antony Clavel en qualité de membres du comité de supervision.

Nous vous informons également que lors de la même séance, le comité a procédé à la nomination, Hans Sikkens en qualité de censeur, en remplacement de Monsieur Vincent Letteri, démissionnaire.

Conformément aux dispositions de l'article 14.4. des statuts, nous vous demandons de ratifier la nomination de Monsieur Hans Sikkens en qualité de censeur.

Enfin, nous vous proposons de renouveler les mandats des membres du comité de supervision et d'un censeur venant à expiration à l'issue des décisions des associés statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

.

Nous vous demandons de bien vouloir adopter par votre vote les résolutions qui vous sont présentées.

LE PRESIDENT